

Dr Pierre Lamblé

Agrégé de l'université

# La vérité sur la crise ukrainienne

Copyright : domaine public. Janvier 2015.

## Introduction

Si j'entreprends la rédaction de cet ouvrage, c'est parce que nous assistons depuis bientôt un an à un tel déferlement d'agressions en tous genres contre la Russie, dont les plus visibles sont d'une part la guerre économique, et d'autre part les mensonges idéologiques qui lui servent de prétexte, qu'il faut bien se rendre à l'évidence : il ne s'agit pas d'une simple faute, d'une simple erreur de jugement ou d'appréciation, mais bien d'une stratégie de guerre, élaborée à l'avance dans ses moindres détails, et appliquée de manière systématique par les USA et leurs alliés européens.

La campagne politico-médiatique menée actuellement contre la Russie rappelle de manière flagrante la propagande de guerre organisée il y a quelques années contre l'Irak pour justifier l'invasion : les gouvernements occidentaux répétaient à l'envi, en prétendant détenir des preuves irréfutables, que l'Irak possédait des stocks d'armes de destruction massive, et qu'il était capable de détruire Israël en un quart d'heure. Et puis les États-Unis ont envahi l'Irak, ils ont fait semblant de chercher pendant un an des stocks dont tout le monde savait très bien qu'ils n'existaient pas, et ils ont tout simplement fini par dire qu'ils s'étaient trompés. Mais l'opinion publique avait approuvé l'invasion de l'Irak, le mal était fait, et la campagne d'intoxication avait parfaitement fonctionné. C'est la même stratégie de désinformation absolue qu'utilisent aujourd'hui les États-Unis contre la Russie. Nous aurions d'ailleurs actuellement en Europe les dirigeants de cette époque, J. Chirac et G. Schroeder, nous verrions la même opposition à la politique américaine se développer ; mais la race des hommes politiques européens capables de dire « non » aux USA semble bel et bien s'être éteinte.

Dénonçons immédiatement le plus gros mensonge répété inlassablement, la prétendue annexion de la Crimée par la Russie : tous les gouvernements occidentaux, ainsi que tous les organes de presse, présentent unanimement la situation de manière absolument mensongère : on fait croire à l'opinion publique occidentale que la Crimée n'était rien d'autre qu'une région de l'Ukraine, qu'elle lui appartenait comme la Bourgogne appartient à la France ou le Palatinat à l'Allemagne, et que la Russie s'en

serait emparé, plus ou moins par la force, au mépris du droit des peuples et du respect des frontières. Ce n'est rien d'autre qu'un mensonge monumental : tout s'est passé en Crimée conformément au droit écrit, à la constitution de la république de Crimée, qui a toujours été un État souverain et jamais une région de l'Ukraine, conformément aux textes juridiques connus et reconnus par tous, à commencer par l'Ukraine. La Crimée avait autant le droit de quitter l'Ukraine, d'après sa propre constitution acceptée et reconnue par l'Ukraine, que l'Angleterre a aujourd'hui le droit de quitter l'union européenne. Je donnerai plus loin les textes juridiques, les articles de la constitution de la Crimée qui le démontrent clairement, en expliquant l'histoire de ces textes, et leur signification exacte.

Le deuxième plus gros mensonge que tout le monde répète, Barack Obama en tête, est que les Ukrainiens seraient un peuple aussi différent des Russes que les Polonais, qu'ils auraient été conquis par la Russie, qu'ils auraient retrouvé leur liberté après l'effondrement de l'URSS, et qu'ils chercheraient tout naturellement à rejoindre aujourd'hui l'Europe à laquelle ils auraient appartenu depuis toujours. Or les Ukrainiens n'ont jamais formé un peuple différent des Russes, car les fondateurs de la Russie, ce sont eux, précisément. La Russie est née à Kiev, et les principautés de Moscou, de Vladimir, ou de Souzdal, étaient à l'origine des régions soumises à Kiev, capitale et fondatrice de l'empire russe. Kiev est à l'orthodoxie russe ce que Rome est au monde catholique, ou ce que Berlin était à l'Allemagne avant la réunification. Il est aussi ridicule, historiquement, d'opposer les Ukrainiens aux Russes que les Berlinoises aux Allemands. Les termes mêmes d'Ukraine et d'Ukrainien sont d'invention très récente, ils ne sont en usage courant que depuis le XXe siècle, et ne désignent absolument pas un peuple ou un pays. Ces mots sont formés sur une racine russe *krai*, qui signifie : bord, limite ; Ukraine signifie tout simplement *région frontalière*. Si les Anglais parlaient Russes, leur Ukraine serait la région de Londres. Historiquement, l'Ukraine s'est appelée d'abord « Rus », puis « Ruthénie », puis « petite Russie ».

Il est vrai qu'au cours du XXe siècle, du fait essentiellement du communisme, un nationalisme ukrainien s'est développé souvent en réaction contre la Russie d'où venait ce régime, et non sans raisons parfaitement légitimes, comme je le montrerai. Mais ce nationalisme, qui n'a plus aujourd'hui aucune raison d'être, du fait de l'effondrement du communisme, est actuellement exploité de manière absolument ignoble ; j'expliquerai dans la suite comment et pourquoi.

On met en avant aujourd'hui l'indépendance de l'Ukraine à l'égard de la Russie ; il est parfaitement exact que l'Ukraine est aujourd'hui un État indépendant. Cela ne signifie pas qu'elle n'a pas de liens avec la Russie. Après l'effondrement de l'URSS, l'Ukraine est restée très fortement attachée à la Russie, par de très nombreux traités, portant sur tous les sujets, en particulier sur la coopération militaire - la Russie a continué à fournir l'Ukraine en armement jusqu'en 2012 - la coopération nucléaire - c'est toujours la Russie qui fournit le combustible aux centrales nucléaires ukrainiennes - les questions financières - la Russie reste toujours le principal créancier de l'Ukraine -

la coopération économique - la Russie est le principal fournisseur et le principal acheteur de produits ukrainiens - etc. L'Ukraine est en fait légalement aujourd'hui bien plus fortement liée à la Russie, par près de 400 traités, que les Etats européens ne le sont entre eux, et elle n'est absolument pas libre du tout, juridiquement, par les traités qu'elle a signés, d'entrer dans l'Europe, ni dans l'OTAN, sans revoir tous les traités signés avec la Russie, pas plus qu'une femme mariée n'a le droit de se faire entretenir par un deuxième époux en plus du premier.

Le troisième plus gros mensonge consiste à laisser croire que les nouveaux dirigeants de l'Ukraine seraient des gens honnêtes, qu'ils auraient la faveur du peuple, qu'ils auraient à cœur de mettre fin à la corruption du pays, et qu'ils seraient eux enfin de vrais chefs d'État capables de redresser le pays, et de le mettre sur la voie de la prospérité et de la démocratie avec l'aide de l'union européenne. Ils auraient réussi grâce à une révolution tout à fait populaire à chasser le très corrompu président Ianoukovitch, qui, étant pro-russe, serait automatiquement une crapule. De tous les mensonges qu'on profère, celui-ci remporte certainement la palme du comique, car dans toute cette clique qui s'est emparé du pouvoir en Ukraine, il n'y en a pas un qui, dans un État de droit, ne mériterait au minimum 20 ans de prison. Si Porochenko a réussi à prendre le pouvoir, c'est parce qu'il est encore plus riche, encore plus corrompu, et surtout plus criminel que son prédécesseur. J'expliquerai dans la suite ce que sont effectivement ces individus que l'on appelle, par euphémisme, des « oligarques », comment ils sont parvenus au pouvoir, et avec l'aide de quelles complicités.

L'énormité des mensonges qui sont déversés aujourd'hui à flots dans les oreilles des Européens démontre à l'évidence que nous avons affaire depuis plusieurs mois à une stratégie de guerre, une guerre d'un genre nouveau, qui ne veut absolument pas dire son nom, qui prétend se faire de manière pacifique et amicale, parce qu'elle sait très bien que le recours aux armes est impossible. Mais une guerre tout de même, menée essentiellement sur les fronts économiques et politiques, par toute une propagande savamment orchestrée. Durant la guerre de 14 -18, les gens disaient : « menteur comme un communiqué de guerre ». Ce que les chefs d'État occidentaux répètent aujourd'hui à l'envi ne sont rien d'autre que des communiqués de guerre.

Le but de ce petit ouvrage est de rétablir un certain nombre de vérités fondamentales, pour que chacun comprenne réellement ce qui est en train de se passer, en remontant rapidement à l'origine de la Russie, en exposant de manière synthétique l'histoire de ses conflits avec ses voisins de l'est comme ceux de l'ouest, et en exposant clairement la situation exacte de l'Ukraine aujourd'hui, dans ses rapports tant à la Russie qu'à l'Europe, et aux États-Unis. Je montrerai comment des événements historiques sont exploités aujourd'hui comme des mythes qui permettraient d'éclairer la situation présente, en jetant en fait la confusion dans les esprits, par des amalgames grossiers et des analogies inventées de toutes pièces.

Paul Valéry disait : « la démocratie c'est, d'une part, l'art d'empêcher les hommes de s'occuper de ce qui les regarde et, d'autre part, l'art de les faire choisir dans les domaines où ils n'entendent rien ». C'est exactement ce que sont en train de faire aujourd'hui les démocraties occidentales avec leurs opinions publiques ; c'est pourquoi ce petit livre a pour but de faire en sorte que l'opinion publique, qui doit bien prendre sa part des décisions qui la concernent, comprenne quelque chose à ce qu'il se passe, et puisse dire son mot sur ce qui la regarde : la guerre contre la Russie dans laquelle les gouvernements occidentaux sont en train de nous jeter actuellement.

## I. L'origine du peuple russe

Si l'on veut traiter de la question russe, le plus simple est, comme toujours, de commencer par le commencement. Fondamentalement, qui sont les Russes ? Historiquement, ils n'apparaissent qu'au cours des IX<sup>e</sup> et X<sup>e</sup> siècles. Jusque-là, il faut se confier à l'archéologie, à la linguistique - les seules sciences qui aujourd'hui puissent nous renseigner sérieusement sur la question -, et aux légendes.

Pour le fonds populaire, il s'agit de tribus nomades qui peuplaient les immensités des steppes, parlaient les différents dialectes slaves, et s'apparentaient au mythique peuple indo-européen. Ils ne connaissaient pas l'écriture, ne construisaient pas de villes, ne formaient pas vraiment un peuple, et encore moins un État. Ce qui les caractérisait fondamentalement, et qui caractérise toujours la Russie d'aujourd'hui, était l'espace illimité auquel ils étaient confrontés, qu'ils ne parvenaient pas à peupler, ainsi que le climat particulièrement rigoureux en hiver. Leur interlocuteur fondamental était la nature, mais pas les autres peuples. Cette question est absolument fondamentale, et le restera dans toute l'histoire de la Russie jusqu'à nos jours : si la Russie a été constamment envahie, occupée, si les Russes ont toujours dû se battre contre des envahisseurs, leur problème fondamental a toujours été d'apprivoiser, ou de s'adapter à une nature particulièrement hostile par certains aspects, mais aussi une vraie mère à laquelle ils sont toujours restés profondément attachés. On ne comprend rien à la Russie ni aux Russes si l'on ne saisit pas bien cette double relation d'amour et de combat qui les relie depuis l'origine à cet espace immense et indomptable, qui peut tout donner, mais au prix d'une mort souvent probable. Chacun est libre de s'enfoncer aussi loin qu'il voudra dans la forêt, pourvu qu'il soit capable d'y survivre en hiver. Encore aujourd'hui, il est parfaitement loisible à tout Russe un peu aventurier d'aller se tailler son petit domaine au cœur de la forêt sibérienne ; s'il y parvient, nul ne lui demandera le moindre titre de propriété. Cette immensité du territoire a d'ailleurs probablement joué son rôle dans l'adoption du communisme par les Russes.

Les tribus qui peuplaient ces steppes étaient sans doute relativement pacifiques, et davantage soucieuses de leur survie dans le désert des forêts et des steppes, que travaillées du besoin d'envahir des voisins dont elles devaient ignorer à peu près tout. Or ce n'était pas le cas des voisins en question : tout au long de la Préhistoire, la totalité du territoire de la Russie voit passer de fréquentes incursions de peuples de toutes origines, Mongols, Iraniens, Turcs, et lorsque la Russie va naître en tant qu'État, il y a déjà beaucoup de peuples alentour qui connaissent les routes qui y conduisent, ainsi que son potentiel économique : viande, fourrure, or.

Pour les Romains de la dernière période de l'empire, ces populations dispersées et peu farouches constituaient un réservoir d'hommes faciles à vaincre et à capturer, et donc un réservoir d'esclaves. Le terme même d'esclave est de la même famille

étymologiquement que le nom de *Slave*. Leur dispersion sur un espace immense constituait toute leur faiblesse militaire.

Ce sont les Suédois qui vont introduire chez ces Slaves le germe militaire, et les faire accéder au rang de nation. Au cours du neuvième siècle, des vikings suédois, les Varègues, partant du golfe de Finlande, descendent les fleuves, la Neva d'abord, puis, d'un côté, le Dniepr, qui les conduira jusqu'à Kiev et à la mer Noire, et de l'autre côté, la Volga, qui les conduira jusqu'à la Caspienne. Ils vont ainsi ouvrir des voies commerciales entre la Méditerranée et la Scandinavie, et dresser le plan du futur empire russe.

Le fondateur mythique de la première dynastie russe est Riourik, le premier bâtisseur de la ville de Novgorod, appelée à jouer plus tard un rôle essentiel dans l'histoire de la Russie, et qui est toujours debout. Elle se situe un peu au sud de l'actuelle Saint-Pétersbourg.

Mais la vraie capitale, la première grande ville que les Varègues aient occupée et développée, et qui marque l'entrée des Russes dans l'histoire, fut la ville de Kiev. Le nom lui-même de « russe », qu'on orthographie Rus' dans cette période, signifierait étymologiquement « rameur », et renverrait au fait que ces vikings suédois remontaient les fleuves ou les descendaient sur des bateaux à rames. L'empire qu'ils vont fonder à partir de la ville de Kiev s'appellera la Rus' de Kiev.

Pour dire la vérité, ces vikings suédois, dont les légendes russes, semblables aux sagas islandaises, feront des héros dignes des épopées homériques et de la guerre de Troie, n'étaient jamais que de vrais barbares (je ne parle ici que de ceux qui se lançaient dans ces expéditions, pas des Scandinaves en général qui avaient développé une véritable culture), dont les activités essentielles étaient le pillage, l'incendie, le massacre, et le viol. C'étaient des troupes armées qui partaient à l'aventure, tombaient par surprise sur des populations inoffensives, et se livraient à toutes les atrocités que leur commandait leur fantaisie.

Cependant, et pour leur rendre honneur, il faut bien dire que, tout barbares qu'ils fussent, ils ont au moins eu le mérite d'admirer, et même d'être subjugués par la perfection de la culture des Grecs de Constantinople. Au neuvième siècle, Constantinople est la capitale de l'empire romain, que nos historiens modernes, par une de ces bizarreries de l'histoire des mots, appellent aujourd'hui « empire byzantin ». Il s'agit bien en fait de l'empire romain d'Orient, dont la capitale doit son prestige aux travaux ordonnés par l'empereur Constantin, et qui n'a plus grand-chose à voir avec l'antique Byzance.

Car il y a là une question fondamentale à bien comprendre pour saisir les rapports entre la Russie et l'Europe, rapport que nos politiciens modernes ne comprennent toujours pas, en opposant la Russie à l'Europe, comme si la Russie n'était pas culturellement européenne. Ou nos politiciens modernes le font exprès, ou ils sont d'une ignorance impardonnable en ce qui concerne l'origine de la Russie. Au cours du V<sup>e</sup> siècle,

le quart nord-ouest de l'empire romain - qui comprend tout le pourtour de la Méditerranée - s'effondre devant les invasions barbares des Wisigoths, des Ostrogoths, des Vandales, des Huns. Rome elle-même est prise et saccagée, et la culture romaine ne survit qu'à l'état grabataire dans une Italie ravagée par les Wisigoths. De cette Rome exsangue, l'Europe de l'Ouest, elle-même ravagée par les barbares germaniques, ne recevra qu'un maigre héritage culturel, à partir duquel il lui faudra dix siècles pour retrouver un niveau de civilisation qui commence à se rapprocher de celui de l'Antiquité.

Il en va tout autrement dans la partie orientale de l'empire, où la culture gréco-romaine non seulement se maintient mais continue à se développer sous la direction d'empereurs qui seront pour la suite de l'histoire les seuls véritables héritiers de l'empire romain. Alors que dans la partie occidentale de l'Europe, Rome se trouve soumise, du fait de son insignifiance militaire, à l'autorité des barbares, dans la partie orientale, le développement et le prestige de la culture gréco-romaine va soumettre les envahisseurs barbares. De fait, la part d'héritage culturel que recevront les Russes de l'empire gréco-romain sera bien plus considérable que celle des Européens de l'ouest.

Vladimir Ier, souverain de Kiev, le personnage historique qui est le moteur de cette accession de la barbarie des vikings suédois à la culture de Constantinople, est le véritable fondateur de la Russie. L'Eglise orthodoxe russe en a fait un saint, mais le début de sa carrière ne l'orientait pas nettement dans cette voie : comme tout bon viking, Vladimir est à l'origine une brute bestiale, réglant ses problèmes de famille par l'assassinat, faisant la guerre pour s'enrichir, ordonnant des atrocités comme d'autres jouent aux cartes, et laissant derrière lui une réputation de (disons-le en latin pour épargner sa réputation) « *fornicator immensus et crudelis* ». Cependant, pour s'assurer l'alliance de Constantinople, il se fait baptiser à Chersonèse en 988, dans le sud de la Crimée, alors possession de Constantinople. Il finira à peu près honnête homme, et cela, compte tenu de ses débuts, peut sans doute être considéré comme un miracle.



## II. La fondation de la Russie

Or le véritable miracle historique se trouve bien dans la prospérité aussi bien économique que culturelle de cette ville de Kiev, berceau de la Russie. En quelques décennies, les grands princes de Kiev, remontant les fleuves qu'ils avaient descendus depuis la Scandinavie, et soumettant les populations slaves nomades, vont édifier un empire qui va s'étendre de la mer Noire à la mer Blanche, et qui sera pour plus de deux siècles la première puissance d'Europe, et de très loin la plus brillante. Les masses populaires sont fournies par la population slave, les descendants des vikings suédois forment les cadres militaires et politiques, et le génie gréco-latin apporte toute la science, la technique, la culture nécessaire à la création d'une civilisation resplendissante. Très rapidement, les Suédois adoptent la langue et les mœurs des slaves, et se fondent dans la population locale, transfigurée par le christianisme et la culture hellénistique. Les évêques grecs Cyrille et Méthode avaient déjà évangélisé la Bohême-Moravie et créé l'alphabet dit « glagolitique » ; un de leurs successeurs, se fondant davantage sur l'alphabet grec, invente l'alphabet dit « cyrillique », qui servira à l'écriture des langues des peuples slaves convertis à l'orthodoxie.

Kiev, durant cette période, se couvre de monuments splendides, et devient la plus belle ville d'Europe. Seule la Rome de la Renaissance, celle de Jules II, de Raphaël et de Michel-Ange, pourrait lui être comparée. Sa richesse provient d'une part du commerce entre la Scandinavie et la Méditerranée, d'autre part de l'abondance des produits naturels fournis par un espace immense, et enfin de l'excellence de ses architectes et de ses techniciens formés dans les écoles de Constantinople. En moins de deux siècles, ce sont plus de 400 églises et monastères, aux fameux bulbes couverts à la feuille d'or, qui seront édifiés dans la ville. Le prestige international de cette première Russie est tel que la papauté reconnaît la langue slavonne comme langue liturgique, la première à obtenir ce statut après le latin, le grec, et l'hébreu, et six siècles avant le français ou l'allemand. Le roi Henri Ier de France, recherchant l'alliance de cette superpuissance, épouse Anne de Kiev en 1049.

Les institutions de l'empire, sans avoir rien de démocratique, sont cependant les plus libérales de l'Europe de l'époque. Formées à l'école de la philosophie grecque, plusieurs villes possèdent des assemblées locales qui débattent des problèmes de la cité, et où peut prendre part au vote une part - relativement importante pour l'époque - de la population ; Novgorod, de ce point de vue, est exemplaire : l'assemblée de la population, le *vétché*, peut être convoquée sur la place publique de manière très fréquente, au son de la cloche, soit pour voter des lois, soit pour élire des personnalités aussi importantes que le prince ou l'évêque. Les usages et les lois varient évidemment de manière très importante d'une ville à l'autre, d'une époque à l'autre, et ces assemblées sont encore très loin de représenter une véritable démocratie avec suffrage universel ; mais, si on compare ces institutions à celles de l'Europe occidentale de la même époque, elles sont infiniment plus libérales et plus respectueuses des droits de la population, et

démontrent largement le développement d'une pensée politique qui a des siècles d'avance sur l'Occident. Il faudra attendre le XIXe siècle pour que l'Europe de l'ouest connaisse à son tour une telle liberté d'expression, et une telle reconnaissance des droits de la population.

Au niveau de l'empire, du fait à la fois de son étendue et de la faible densité de la population, c'est la décentralisation qui prévaut : l'ensemble est partagé en une douzaine de principautés bénéficiant d'une très large autonomie. Le grand prince de Kiev est très loin d'exercer une autorité absolue sur l'ensemble des principautés, qui lui doivent évidemment allégeance et fidélité, mais bénéficient de toute la liberté de développer leurs propres ambitions. Durant cette première période, les menaces militaires extérieures sont relativement faibles, et chaque principauté se dote de ses propres moyens pour défendre ses frontières. L'empire ne dispose pas d'une armée nationale unique susceptible de faire face à un grave danger.

De fait, les conflits proviennent plutôt de l'intérieur même : à l'instar des empereurs romains, les princes de Kiev n'ont pas établi d'ordre de succession rigoureux au trône. Les guerres civiles organisées par les héritiers sont monnaie courante ; les assassinats entre frères, cousins, ou oncles constituent les moyens les plus ordinaires de régler les litiges afférents à cette question ; les propres fils de Vladimir Ier, Boris et Gleb, assassinés par leur cousin Sviatopolk le maudit, en laisseront un douloureux exemple. Ce défaut d'organisation, tout libéral qu'il puisse paraître, va se révéler véritablement catastrophique quand se présentera le premier véritable envahisseur sérieux.

De fait, le déclin de Kiev commence bien avant l'invasion mongole : les luttes fratricides des héritiers du trône, les ambitions des potentats locaux - des dizaines de principautés éphémères vont apparaître pour disparaître aussitôt - vont affaiblir considérablement le pouvoir de la capitale. À cela va s'ajouter le déclin de la ville même de Constantinople, ravagée par les croisés. Le commerce avec l'empire byzantin va s'effondrer, portant ainsi un coup fatal à l'économie de Kiev. À l'intérieur même de l'empire, de grandes cités affirment de plus en plus leur force, Novgorod en particulier, mais également la petite Moscou, fondée au milieu du XII<sup>e</sup> S. par Iouri Dolgorouki, qui s'érigera en principauté en 1263.

### III. L'invasion par la horde d'or

Mais la véritable catastrophe est constituée par l'invasion des Mongols dans le premier tiers du XIIIe siècle ; en quelques années, de 1237 à 1242, les hordes menées par Batu, petit-fils de Genghis Khan, prennent et ravagent les principales villes de l'empire : Kiev, Vladimir, Souzdal, sont soumises, mises à sac, laissées en ruine. On estime que la moitié de la population de l'empire a été massacrée durant ces invasions. C'est un véritable génocide, aussi cruel que gratuit et absurde. Les Mongols se livrent par jeu et par plaisir à des atrocités sans nom contre les populations locales. Cependant, ils n'occupent pas vraiment la Russie : après avoir massacré et pillé, ils se contentent d'exiger des survivants le paiement régulier de lourds impôts, sous menace de recommencer si les vaincus ne se soumettent pas. C'est ainsi que les principautés continuent, tant bien que mal, à poursuivre leur propre histoire, de manière indépendante les unes des autres, l'empire n'ayant plus de fait aucune existence.

Toute cette période est particulièrement troublée pour plusieurs raisons : d'une part, les principautés russes ainsi soumises vivent dans une semi-anarchie ; ensuite, l'histoire de la Horde est elle-même extrêmement mouvementée, et connaît des problèmes de pouvoir et de succession tout aussi graves que ceux des princes de Kiev ; enfin, les révoltes, les renversements d'alliance, les interventions extérieures rendent l'histoire de cette période d'une complexité infinie. Les Mongols sont d'abord ennemis des Turcs, puis se convertissent à l'islam, et deviennent leurs alliés ; cependant, ils gardent toujours un respect superstitieux à l'égard de tous les religieux, y compris orthodoxe ; d'autre part, la Horde elle-même se scinde en différentes factions ; la Pologne, qui lorgne sur la Russie, passe des alliances éphémères avec les Mongols ; il faut encore ajouter les rivalités des principautés russes qui ne font guère preuve de solidarité devant l'envahisseur, certaines préférant pactiser avec lui pour asseoir leur domination sur les autres ; enfin, les commerçants italiens, génois et vénitiens, qui ont des comptoirs en Crimée et en mer Noire, influent économiquement et diplomatiquement sur la situation.

Dans cette confusion, deux cités vont tirer leur épingle du jeu. La première est Novgorod, qui réussit à échapper au massacre et au pillage, du fait de son éloignement géographique ; la principauté n'aura besoin que de faire allégeance, de payer un tribut relativement modique, et ne sera guère davantage inquiétée. Cependant, les Novgorodiens devront faire face à d'autres tentatives d'invasion venues cette fois-ci du nord et de l'ouest : les Suédois, les chevaliers porte-glaive allemands, les Lituanais, et même les Norvégiens tentent à plusieurs reprises de conquérir cette principauté riche et prospère. En l'espace de trois siècles, c'est plus d'une cinquantaine de guerres que les Russes devront mener contre ces envahisseurs qui ne parviendront jamais à les vaincre. De cette période, l'histoire retiendra surtout le nom d'Alexandre Nevsky qui anéantit les Suédois lors de la bataille de la Neva (1240), et les chevaliers teutoniques au lac Peïpous (1242).

Mais c'est surtout Moscou qui a joué un rôle capital dans l'histoire de la libération de la Russie, et qui est parvenue à vaincre les Mongols. Le premier artisan de cette libération est le prince Dimitri IV ; il commence par envahir ses voisins russes, pour agrandir son territoire, et augmenter son potentiel militaire ; lorsqu'il dispose d'une armée suffisante, il profite d'une période d'anarchie dans la Horde, refuse de payer l'impôt, et affronte par deux fois victorieusement les armées mongoles (1380). Il fortifie sa capitale, et construit le Kremlin. Malheureusement, deux ans plus tard, un nouveau Khan, Tokhtamych, parvient à unifier de nouveau les Mongols, et reprend la guerre contre les Russes. Cette fois, toute la principauté de Moscou est reprise, saccagée, et de nouveau soumise à l'impôt. Dimitri est contraint de quitter Moscou pour se rendre à la cour du Khan, mais avant de partir, il a soin de régler sa succession, et introduit pour la première fois le droit d'aînesse comme principe juridique, de manière à protéger l'unité du territoire qu'il a conquis, et à mettre fin aux guerres civiles entre ses successeurs potentiels.

Il faudra attendre cependant la fin du XVe siècle, et le règne d'Ivan III, pour que cesse définitivement la domination mongole sur la Russie. Reprenant la même politique que Dimitri, il commence par agrandir son territoire au détriment de ses voisins russes, et prend prétexte d'une alliance entre Novgorod et les Litvaniens pour s'emparer de la principauté du nord. Devenu ainsi beaucoup plus puissant, il parvient à obtenir l'alliance des Tatars de Crimée, et refuse de nouveau de payer l'impôt au grand Khan ; celui-ci se prépare à attaquer Moscou, mais au vu des forces russes et des siennes, il préfère renoncer. La Moscovie est ainsi définitivement libérée du joug des Mongols. Ivan en profite aussitôt pour annexer les cités russes avoisinantes, dont les populations ne demandent pas mieux. Aux alentours de 1500, après près de trois siècles de servitude, la Russie redevient une grande puissance.

Conscient que les malheurs de la Russie avaient trouvé essentiellement leur origine dans la division et les rivalités des princes kiéviens et des principautés russes, Ivan réforme totalement la monarchie, met en place un pouvoir central fort, avec un contrôle strict des provinces, de manière à assurer pour l'avenir l'unité des Russes sous un commandement unique, en cas de nouvelle invasion. Il édite un code de lois stricte, le *Soudebnik* (1497), qui fixe précisément l'étendue des pouvoirs du souverain, et les limites des pouvoirs des seigneurs locaux.

Le problème tatar ne sera réglé définitivement pour les Russes que sous le règne d'Ivan IV, surnommé « le terrible » ; il faut dire que le personnage est à moitié génial et à moitié fou, tout à fait propre à donner une vraie dimension fantastique au film extraordinaire qu'Eisenstein a consacré à sa vie. Il est le premier à prendre le titre de Tsar (qui sera abandonné par Pierre le Grand) ; le terme en question est probablement la déformation du nom de César ; en prenant ce titre, Ivan IV prétend assurer la succession des empereurs romains après la chute de Constantinople, prise par les Turcs en 1453. C'est lui qui transforme la monarchie centralisée mise en place par Ivan III en une véritable dictature policière et brutale. Sous son règne, la paysannerie comme la

noblesse croule sous les impôts, et le pays tout entier ressemble de plus en plus à une caserne. D'un autre côté, les réformes qu'il a entreprises pour moderniser l'État porteront leurs fruits. Se méfiant comme le fera plus tard Louis XIV de la noblesse, il préfère attribuer les postes clés à des gens éventuellement d'origine modeste mais véritablement compétents et qui les méritent ; un nouveau code de loi et des diplômes royaux sont institués ; l'accès des paysans aux responsabilités locales est facilité ; c'est ainsi que se met en place pour la première fois en Europe un véritable système de promotion sociale au mérite. Le paradoxe est évidemment que cette promotion au mérite ne s'accompagne en rien d'une démocratisation du régime, bien au contraire.

Ivan reprend la guerre contre les Tatars, et va régler définitivement la question, en faisant la conquête de leurs propres territoires ; Kazan est prise en 1552, et cette prise ouvre la voie aux armées russes vers l'Oural, et au-delà, vers la Sibérie. Mais cette victoire n'est pas encore la toute dernière lutte : pour y parvenir, Ivan s'était allié aux Tatars de Crimée, qui en profitaient pour piller les terres du sud de la Russie ; la guerre reprend donc, et tourne d'abord à l'avantage de ces derniers qui s'emparent de Moscou et la brûlent en 1571 ; mais l'armée russe se reforme, écrase finalement ces adversaires, qui se replient sur leur territoire. Le problème est cette fois-ci définitivement réglé.

#### IV. L'occupation polo-lituanienne

Mais l'occupation tatare n'est pas sitôt finie qu'il se présente un nouvel envahisseur. À l'ouest de la Russie, le royaume de Pologne monte en puissance. Apparue dans l'histoire à peu près en même temps que la Russie, la Pologne n'a pas son passé prestigieux, et n'a pas connu un développement culturel du même niveau. Elle a cependant été évangélisée par les Catholiques, et va être utilisée par l'Eglise comme son fer de lance contre l'orthodoxie.

Lorsque Vladimir Ier s'était fait baptiser, le schisme entre les Eglises d'Orient et l'Eglise de Rome n'avait pas encore eu lieu. À cette époque, l'Eglise comptait cinq patriarchats, à Rome, Constantinople, Antioche, Jérusalem, et Alexandrie. La prééminence de Rome, où siégeait le Pape, était plus honorifique que réelle, du fait que l'Italie avait été ravagée par les barbares, et que les Papes de Rome se trouvaient continuellement sous l'autorité des souverains occidentaux francs et germaniques, pour lesquels les Gréco-romains d'Orient avaient le plus souverain mépris. Vu de Constantinople ou de Kiev, au début du XIe siècle, Rome est une cité pouilleuse. La culture chrétienne ne brille en réalité qu'en Orient, dans cette partie de l'empire romain qui a su rester debout. Pour le patriarche de Constantinople, l'évêque de Rome est un pauvre confrère bien respectable, mais plutôt déchu. Les relations sont donc très souvent tendues, le Pape tenant à imposer son autorité à la totalité de l'Eglise, tandis que les Orientaux n'ont pas l'intention de se laisser donner des ordres par l'évêque d'une cité placée de fait sous l'autorité de souverains barbares. Un premier incident particulièrement grave a lieu en 1054 lorsqu'un cardinal légat du pape, Humbert de Moyenmoutier, personnage borné et arrogant, sortant véritablement de ses fonctions, prend l'initiative de vouloir excommunier le patriarche de Constantinople. Celui-ci répond immédiatement en excommuniant à son tour le cardinal en question. Cet incident ne constitue pas en soi un schisme entre les Eglises, puisqu'il ne concerne que des individus, et pas les institutions ; mais il servira à marquer très clairement une frontière entre Rome, qui veut absolument imposer son autorité à la totalité des Eglises, et les autres Eglises d'Orient, qui tiennent à défendre leur liberté. De fait, c'est la seule Eglise de Rome qui va faire sécession, les quatre autres restant solidaires. Mais ce sont les croisades, avec la prise de Constantinople et sa mise à sac par les chevaliers au début du XIIIe siècle, qui consommeront réellement la rupture entre les chrétiens d'Orient et ceux d'Occident, les premiers considérant définitivement les seconds comme des barbares. Dès lors, les deux mondes chrétiens vont se trouver en concurrence pour la conquête de l'Europe du nord, et l'expansion de la Pologne à l'est répond entre autres au désir de l'Eglise catholique de conquérir les terres orthodoxes.

Au cours du XVe siècle, la puissance qui monte et s'affirme en Europe est bien la Pologne. Tout commence en 1385 avec l'union de Pologne-Lituanie par le mariage entre Hedwige d'Anjou, reine de Pologne, et Ladislas II Jagellon, grand-duc de Lituanie. Cette union va se montrer particulièrement efficace, en particulier sur le plan militaire. La

Moldavie rejoint rapidement l'union, qui s'attaque à la Russie, s'empare de Smolensk, et ne s'arrête que devant Moscou. Ce sont ensuite les chevaliers teutoniques qui sont vaincus et doivent payer rançon. Puis, en 1454, c'est la Prusse qui est absorbée. Dans les années qui suivent, la Bohême, la Hongrie, sont conquises, mais la Moldavie se retrouve sous l'emprise de la Turquie. La guerre avec la Russie moscovite reprend au début du XVI<sup>e</sup> siècle, mais celle-ci parvient à résister grâce à une alliance avec les Tatars de Crimée. En 1569, l'union de Lublin associe les deux Etats de Pologne et de Lituanie en une seule *République des deux nations* qui va devenir la première puissance d'Europe. La force - et la faiblesse - de cette république est que la monarchie est élective. Le souverain est élu par la diète, et il ne peut prendre aucune décision importante sans l'accord de celle-ci. L'avantage essentiel du système est d'avoir toujours sur le trône un souverain vraiment compétent ; mais très vite l'élection de celui-ci deviendra l'enjeu de rivalités gigantesques à l'intérieur même de l'ensemble de l'Europe, rivalités qui conduiront jusqu'à la guerre de succession de Pologne au début du XVIII<sup>e</sup> siècle.

En ce qui concerne la Russie, jusqu'au XVII<sup>e</sup> siècle, son territoire se réduit comme peau de chagrin. Ivan IV perd la guerre de Livonie (les Pays Baltes actuels), qu'il avait pourtant très bien commencée. La paix est faite mais la guerre reprend très vite : Moscou est même prise par les Polonais en 1610, puis libérée en 1612 par une révolte de toute la population. Pour les Russes, les Polonais sont devenus des envahisseurs aussi dangereux que les Tatars. Si ceux-ci ne se livrent pas aux mêmes atrocités que les Mongols, en revanche, ils occupent le territoire, et imposent leurs cadres et leur culture.

L'occupation de Kiev et de sa région par les Polonais commence dès le XIV<sup>e</sup> siècle : eux-mêmes en guerre contre les Tatars, ils avaient évidemment dû envahir la Ruthénie ; ils y restèrent pour longtemps. Immédiatement, les Polonais pratiquent une politique d'assimilation culturelle. Les paysans sont asservis, et la noblesse est fortement poussée à adopter la langue polonaise et la religion catholique. L'Eglise orthodoxe de Ruthénie passe d'ailleurs sous le contrôle de l'Eglise catholique romaine. Pour ces héritiers de la culture gréco-latine, se voir imposer la culture polonaise constitue une humiliation insupportable. C'est donc en fait essentiellement sur le plan culturel et religieux que la résistance va s'organiser.

Les paysans qui refusent l'assimilation sont à l'origine des armées cosaques qui deviendront la force essentielle de résistance des Russes de Kiev à l'occupation des Polonais. Ceux-ci réagissent d'ailleurs très intelligemment à la formation de ces troupes, et au lieu de les combattre, ils parviennent à les utiliser dans leurs guerres contre les Tatars et les Turcs, qui, en menaçant Kiev, menacent également la République des deux nations. L'avantage pour les Polonais est de tourner une force qui leur est hostile contre un ennemi commun, l'inconvénient est évidemment de permettre à ces troupes cosaques de s'agrandir et de s'aguerir.

En 1648, un noble kiévien, Bohdan Khmelnytsky, Hetman des cosaques zaporogues, parvient à lever une armée d'environ 80 000 hommes et remporte plusieurs batailles

contre les armées de la République des deux nations. Celle-ci réagit vigoureusement, et la guerre menace de tourner au désavantage des kiéviens. Khmelnytsky fait alors appel au tsar de Moscou, Alexis Ier, et les Polonais sont enfin battus. Cette grave défaite militaire marquera le début de la fin de la République, ainsi que la renaissance de la Russie comme puissance militaire. L'Ukraine est alors rattachée à l'empire russe par le Traité de Pereïaslav, signé en 1654 (dont le tricentenaire sera fêté à sa façon par Staline comme nous le verrons plus loin). Le personnage de Khmelnytsky est aujourd'hui diversement apprécié : pour les Ukrainiens, il est d'abord un libérateur, et celui qui a ouvert la voie à la naissance de l'Ukraine en tant que nation ; pour les Russes, il est surtout celui qui a permis la réunification des peuples frères. Mais on ne saurait passer sous silence un côté particulièrement sombre du personnage, qui s'est rendu responsable des plus violents pogroms contre les Juifs que la Russie ait connu jusque-là. Car, paradoxalement, si les Polonais s'efforçaient de convertir les orthodoxes au catholicisme, ils se montraient en revanche très tolérants à l'égard des Juifs. La République des deux nations a été pour eux comme une seconde terre promise. Mais les cosaques ukrainiens, combattant les Polonais, les ont assimilés en quelque sorte à des collaborateurs, et leur ont fait payer de façon atroce la liberté et la tranquillité dont ils avaient joui jusque-là. Et ce ne sera malheureusement pas la dernière fois.

Pour faire immédiatement un petit retour à l'actualité, le lecteur comprend mieux maintenant à quel point il peut être faux et ridicule, comme le fait Barack Obama, d'assimiler les rapports de l'Ukraine à la Russie avec ceux de la Pologne : loin d'avoir subi comme les Polonais le joug russe, c'est au contraire l'occupation polonaise qui constitue une des pages les plus noires de leur histoire, et c'est grâce à la Russie moscovite qu'ils ont retrouvé leur liberté et leur culture. Dans leurs rapports avec les Polonais, l'ensemble des Russes, de Novgorod à Kiev en passant par Moscou, ont toujours été ensemble dans le même camp, contre un même ennemi.

C'est d'ailleurs la victoire des Russes de Kiev contre la Pologne qui marque le début de l'écroulement de celle-ci, cette période que les Polonais appellent le « déluge » ; en un peu plus d'un siècle, cette puissance qui était la première d'Europe va quasiment disparaître de la carte. Il faut dire que, par ses conquêtes, elle s'était fait trop d'ennemis : les Turcs, les Autrichiens, les Prussiens, les Russes. Épuisée d'abord militairement par la lutte contre les Ottomans, elle doit peu à peu rendre ses conquêtes à la Russie ; le duc de Prusse, qui était vassal de la Pologne depuis 1525, parvient à se faire donner le titre de roi en 1701. L'élection relativement démocratique du roi de Pologne entraîne en 1733 une guerre de succession qui va la jeter pour un certain temps dans une période d'anarchie ; en 1768 c'est de nouveau la guerre civile. À la fin du XVIIIe siècle, en 1772, Frédéric II de Prusse, Marie-Thérèse d'Autriche, et Catherine II de Russie se mettent d'accord pour démanteler peu à peu la Pologne. La Russie, lui succédant, est devenue la première puissance européenne. Ce premier partage de la Pologne, qui sera suivi par d'autres, est à bien conserver en mémoire pour comprendre l'origine du pacte Germano-soviétique signé entre Molotov et Ribbentrop.



Sous le règne de Catherine II, non seulement la Russie a récupéré la totalité de la région de Kiev, mais elle a également conquis sur les Tatars les pourtours de la mer Noire, toute la région qui va aujourd'hui d'Odessa à Donetsk. Cette région reçoit le nom de « Nouvelle Russie », et est offerte à la colonisation à des paysans russes. On y construit de nouvelles villes, auxquelles on donne, suivant l'inspiration du ministre Potemkine, des noms d'origine grecque, comme Odessa, en l'honneur d'Ulysse. À la suite d'une guerre avec les Turcs, les Russes s'emparent également de la Crimée.

À la fin du XVIIIe siècle, la Russie est alors maîtresse d'un gigantesque empire, le plus grand en surface de toute la terre, et qui s'étend d'ailleurs à cette époque jusqu'en Amérique. Les explorateurs russes ont franchi le détroit de Behring, ont colonisé l'Alaska, et sont allés jusque dans la région de San Francisco. C'est probablement à partir de cette période que la réputation de conquérants des Russes va se répandre dans l'opinion ; or les Russes n'ont jamais conquis que les territoires des peuples qui les avaient d'abord déjà conquis et occupés, ou bien des immensités désertes. Pendant les trois premiers siècles de leur histoire, ils se contentent de construire leur Etat, déjà bien assez vaste et assez riche pour eux. Ils bâtissent des villes, des monastères et des églises, construisent des routes, aménagent l'espace, font du commerce, et ne cherchent aucunement la guerre avec qui que ce soit. Mais durant les six siècles suivants, il leur faut lutter en permanence contre des envahisseurs barbares jusqu'à la monstruosité comme les Mongols et les Tatars, ou qui cherchent à leur faire perdre leur culture, comme les Polonais. C'est par la nécessité de faire face à leurs envahisseurs qu'ils ont construit un État militairement puissant, centralisé, discipliné jusqu'à l'excès - mais c'était le prix à payer pour leur survie ; et qu'ils ont ensuite occupé eux-mêmes les territoires de leurs envahisseurs potentiels pour assurer leur sécurité à l'intérieur de leurs frontières.

## V. Naissance et développement du nationalisme ukrainien

La région de Kiev a donc réintégré l'empire russe au milieu du XVII<sup>e</sup> siècle. Malgré les siècles de séparation dus successivement aux invasions tatares et polonaises, ses habitants sont considérés comme Russes de plein droit et parfaitement intégrés à l'empire. Elle prend alors le nom de « petite Russie ». Comment et pourquoi un nationalisme ukrainien antirusse s'est-il développé ?

Le territoire actuel de l'Ukraine, tout au moins jusqu'en 2014, était donc en fait constitué de trois parties : la région de Kiev, - celle qui constitue fondamentalement l'Ukraine - dans laquelle la langue ukrainienne est utilisée majoritairement, à laquelle ont été ajoutées la nouvelle Russie, majoritairement russophone, et la Crimée, également russophone. Comment et pourquoi ces trois régions se sont retrouvées dans la même république, c'est ce que nous allons voir maintenant.

Le nationalisme ukrainien n'existe pratiquement pas avant la révolution communiste de 1917 ; en revanche, il se développe au cours du XIX<sup>e</sup> siècle tout un mouvement culturel de défense des traditions propres à cette région à laquelle on commence à donner, en particulier dans la presse, le nom d'Ukraine. Il s'agit essentiellement de défendre la langue locale, l'Ukrainien, qui, avec le Russe et le Biélorusse, constitue une des trois variantes principales de la langue slave. Évidemment, la langue russe domine la vie publique : elle est la seule qui ait droit de cité dans l'administration, les tribunaux, l'armée, etc. L'utilisation du russe par les Ukrainiens est d'autant facilitée qu'en réalité les deux langues sont extrêmement proches, et que cela ne demande que peu de travail pour un Ukrainien de s'exprimer parfaitement à l'écrit comme à l'oral en langue russe, et réciproquement. De grands écrivains ukrainiens ont écrit l'essentiel de leur œuvre en russe, comme Nicolas Gogol ou Vassili Grossman. À l'heure actuelle, on cherche à diaboliser l'opposition entre russophones et ukrainophones ; en réalité la quasi-totalité des Ukrainiens sont également russophones ; les télévisions, journaux, livres russes sont couramment utilisés ; l'usage de l'ukrainien restait, jusqu'il y a quelques années, le plus souvent circonscrit à la table familiale, et n'a été pendant très longtemps qu'une revendication purement culturelle ; or la question a pris aujourd'hui une dimension politique et nationaliste qui est parfaitement absurde. Les chefs d'État membres du GUAM, Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan, et Moldavie, ont voulu prendre récemment la décision de ne plus utiliser le russe entre eux, mais l'anglais ; ils n'ont pas tenu une heure. Il suffit d'écouter la télévision ukrainienne pour voir à quel point le russe est d'usage courant dans toute la société. Durant les campagnes électorales, les candidats parlent généralement ukrainien, mais peuvent passer d'une langue à l'autre avec une facilité déconcertante. La plupart des locuteurs ukrainiens peuvent utiliser indifféremment les deux langues. Mais si l'usage de l'ukrainien est devenu une revendication nationaliste, l'explication remonte à l'époque d'Alexandre III, empereur borné s'il en fut un, et dont l'ambition suprême était de faire prendre cinquante ans de retard à son pays. Il fit interdire la pratique de l'ukrainien dans toutes les écoles ; or,

toucher à la langue d'un peuple, c'est toucher à son identité profonde. C'est à partir de ce moment qu'est né chez les Ukrainiens un sentiment de différence culturelle, un besoin de s'affirmer en tant que tel face à la puissance dictatoriale de l'État. Au début du XXe siècle, un professeur d'histoire de l'université, Mykhailo Hrouchevsky, a joué un rôle considérable dans la promotion de la langue ukrainienne à tous les niveaux, en particulier par la publication de centaines d'ouvrages scientifiques touchant toutes les matières.

Mais la première cause vraiment très importante de la rupture entre les Ukrainiens et les Russes n'a pas été la question de l'usage de la langue, sur laquelle il eût été relativement facile de trouver un *modus vivendi*. La première cause fondamentale, il y en aura deux autres, a été la révolution de 1917 et l'instauration du régime communiste. Lorsque la première révolution éclate, en février, les Ukrainiens ne sont pas prêts à sceller leur sort aux aléas d'un régime révolutionnaire ; ils voient d'autre part l'opportunité de se donner davantage de liberté en proclamant leur autonomie ; la rupture constitutionnelle de fait que constitue la révolution les autorise en droit à ne plus se sentir soumis aux codes de lois impériaux, et leur offre l'occasion de se doter d'institutions davantage démocratiques. Ils forment donc une assemblée nationale, la Rada centrale, sous la direction du professeur d'histoire dont nous venons de parler, Mykhailo Hrouchevsky. Il n'est question alors que d'autonomie, et de démocratisation, mais pas d'indépendance ni de rupture avec la Russie, à laquelle les Ukrainiens restent profondément attachés. Tout change avec la deuxième révolution de 1917, au mois d'octobre, lorsque les bolcheviks s'emparent du pouvoir, et imposent un régime communiste. Les Ukrainiens, comme beaucoup d'autres régions de la Russie, n'en veulent pas. C'est alors seulement qu'ils proclament pour la première fois leur indépendance. Or cette indépendance n'est pas du tout motivée par un sentiment antirusse, seulement par un sentiment anticomuniste. L'histoire de cette 1<sup>re</sup> République ukrainienne indépendante sera très agitée, mais très courte ; après quelques années de guerre entre l'armée rouge et les armées blanches, et une tentative d'invasion de la part des Polonais, les communistes sont partout vainqueurs, et l'Ukraine retourne en Russie, avec le statut de République Socialiste Soviétique.

Or, dans cette fondation de l'Ukraine comme RSS, il y a deux questions essentielles pour comprendre ce qu'il se passe actuellement. Premièrement, le statut des républiques à l'intérieur de l'union, et deuxièmement, la nouvelle carte de l'Ukraine dessinée par Lénine.

Il faut d'abord bien comprendre ce qu'est exactement l'URSS ; pour beaucoup de gens, l'URSS, c'est le communisme ; cette vision des choses, qui s'explique par un certain nombre d'approximations bien compréhensibles, est assez fausse. L'URSS, c'est d'abord une construction politique dont le modèle, on l'ignore souvent, était tout simplement les États-Unis d'Amérique. Bien que le terme de socialiste figure dans son sigle, la constitution même de l'URSS ne fixait que les rapports entre les différentes républiques, et n'avait rien à voir avec le régime économique de celles-ci. La constitution de l'URSS

est un texte de droit, pas un programme de gouvernement. Or il y a dans ce texte un article de droit fondamental pour comprendre la situation actuelle de la Crimée ; il y est dit en toutes lettres, sans la moindre ambiguïté possible, que les républiques ont parfaitement le droit de sortir de l'union si elles le désirent. Lénine se rappelait le problème qui se trouvait dans la constitution des États-Unis, et qui avait donné lieu à la guerre de sécession ; il n'était pas précisé si les différents Etats avaient le droit de sortir de l'union ; pour les États sudistes, puisque cela n'était pas interdit, c'était forcément autorisé ; pour les Etats du nord, puisque cela n'était pas autorisé, c'était donc interdit. Désirant prévenir la possibilité d'une guerre civile, Lénine a bien précisé dans le texte de la constitution de l'URSS que les républiques étaient autorisées à quitter l'union. Je donne ici le texte du chapitre II de cette constitution, dans sa version de 1924, en russe d'abord, et en français ensuite :

***Конституция (Основной Закон) Союза Советских Социалистических Республик (утверждена II Съездом Советов Союза ССР от 31 января 1924 г.) (с изменениями и дополнениями) (прекратила действие)***

***Глава II.***

*О суверенных правах союзных республик и о союзном гражданстве*

*3. Суверенитет союзных республик ограничен лишь в пределах, указанных в настоящей Конституции, и лишь по предметам, отнесенным к компетенции Союза. Вне этих пределов каждая союзная республика осуществляет свою государственную власть самостоятельно; Союз ССР охраняет суверенные права союзных республик.*

*4. За каждой из союзных республик сохраняется право свободного выхода из Союза.*

*5. Союзные республики, в соответствии с настоящей Конституцией, вносят изменения в свои конституции.*

*6. Территория союзных республик не может быть изменяема без их согласия, а равно для изменения, ограничения или отмены статьи 4-й требуется согласие всех республик, входящих в Союз ССР.*

*7. Для граждан союзных республик устанавливается единое союзное гражданство.*

## **Titre II.**

### ***Des droits souverains des républiques fédérées et de la citoyenneté de l'URSS.***

#### *Article 3.*

*La souveraineté des républiques fédérées n'a d'autres limites que celles indiquées dans la présente Constitution et seulement pour les objets réservés à la compétence de l'Union. En dehors de ces limites, chaque république constitue ses pouvoirs publics d'une manière indépendante ; l'URSS garantit les droits souverains des républiques fédérées.*

#### *Article 4.*

*À chacune des Républiques fédérées est garanti le droit de sortir librement de l'Union.*

#### *Article 5.*

*Les républiques fédérées peuvent introduire des modifications dans leurs lois fondamentales, en se conformant à la présente Constitution.*

#### *Article 6.*

*Le territoire des républiques fédérées ne peut être modifié sans leur consentement. De même, pour la modification, la limitation ou l'annulation de l'article 4, le consentement de toutes les républiques qui font partie de l'URSS est exigé.*

#### *Article 7.*

*Pour tous les citoyens des républiques fédérées est institué une citoyenneté unique de l'Union.*

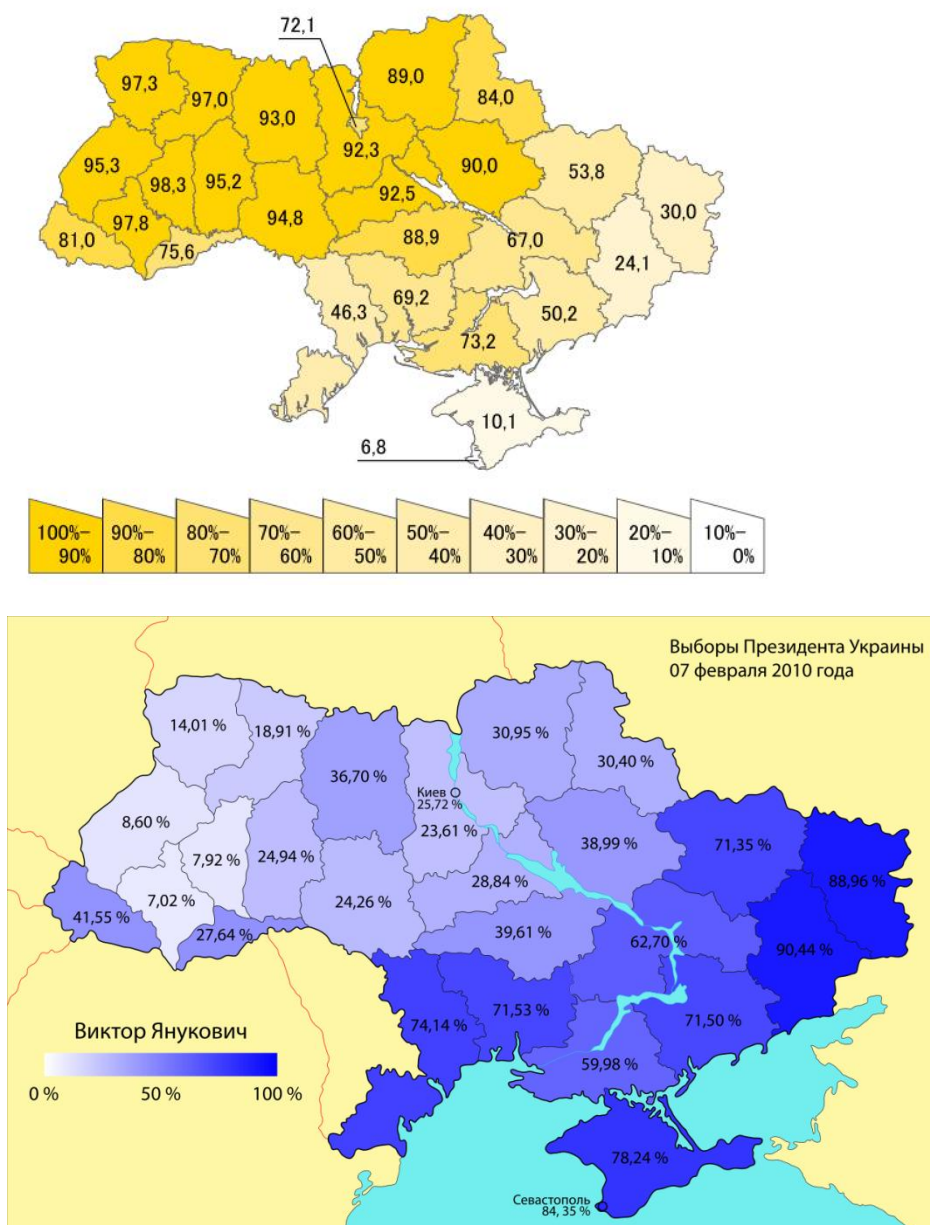
Cette constitution a été réécrite plusieurs fois, mais le droit des républiques à sortir de l'union s'est toujours maintenu de manière identique. Je donne ici par exemple la version de 1936 qui dit exactement la même chose, seul le numéro de l'article change :

*Статья 17. За каждой советской республикой сохраняется право свободного выхода из СССР.*

*Traduction : chaque république conserve le droit de sortir librement de l'URSS.*

Cette belle liberté accordée par la constitution présentait évidemment un danger : qu'une république ait la tentation d'en faire usage. Car il était bien évident, pendant toute la durée de l'existence de l'URSS, que les républiques devaient se contenter d'avoir ce droit, mais que ce n'était pas une raison pour s'en servir. Lénine, cependant, redoutait, non sans quelque raison, que les Ukrainiens essayent un jour de prendre cette constitution au pied de la lettre, et n'organisent un référendum sur la question. Comment éviter alors de recourir à la force pour les en empêcher ? Lénine a donc eu recours au bon vieux truc électoral qui consiste à redessiner les cartes de manière à s'assurer une majorité ; c'est pourquoi il a tout simplement agrandi l'Ukraine,

en lui adjoignant la nouvelle Russie. Ainsi, les Ukrainophones se retrouvaient en minorité à l'intérieur de l'Ukraine. En cas de référendum, les indépendantistes auraient été après sûrs de perdre. C'est exactement ce problème qui se pose aujourd'hui en Ukraine. Je donne ici deux cartes, celle du pourcentage d'Ukrainophones dans les différentes régions, et celle du deuxième tour de la présidentielle, lors de l'élection de Victor Ianoukovitch, en 2010 :



On voit très clairement la corrélation immédiate qu'il y a entre la langue maternelle et le vote ; l'Ukraine kiévienne a voté pour Tymochenko, alors que les régions issues de la nouvelle Russie et de la Crimée ont voté pour un défenseur des

Russophones. La partition électorale de l'Ukraine aujourd'hui est précisément le fruit des calculs de Lénine en 1922.

Voyons maintenant la deuxième raison fondamentale, particulièrement terrible, du développement du nationalisme ukrainien et antirusse. L'instauration du communisme en Russie avait fort mal commencé, et les effets conjugués de la défaite militaire, de la guerre civile, et de la collectivisation, avaient déjà provoqué, en 1921, des famines épouvantables. Nul ne songe à accuser Lénine et les communistes d'avoir à cette occasion fomenté un crime contre l'humanité. Rapidement conscients de leurs erreurs, ils font marche arrière, et mettent en place la Nouvelle Politique Economique, la NEP, qui libéralise le régime économique en accordant une certaine place à l'économie de marché. Mais le problème est franchement différent avec les famines que l'URSS va subir dans son ensemble dans les années 1931-1933, et dont l'Ukraine et le Kazakhstan ressentiront tout particulièrement les effets meurtriers. Allons tout de suite à l'essentiel : les famines de ces années-là ont été organisées, et si le nombre de morts qu'elles ont provoqués est impossible à établir de manière objective, le chiffre de 5 millions, pour la seule Ukraine, constitue une moyenne des appréciations, et une approximation qui peut donner à chacun une dimension de l'horreur. Les Ukrainiens appellent cette période *holodomor*, c'est-à-dire « la mort de faim ». Pour que les paysans meurent de faim en Ukraine, pays dont les terres pourraient nourrir l'Europe entière, il faut vraiment le faire exprès. Comment en est-on arrivé là ? Par quelle logique monstrueuse a-t-on pu mettre en place un système qui parvienne à un résultat dont même le terme de « démente » ne peut pas rendre compte ?

Essayons d'expliquer l'inexplicable. Le communisme intégral était une construction intellectuelle, une abstraction qui ne pouvait résister deux ans à l'épreuve des faits. Devant les premiers échecs – cruels - de la collectivisation, Lénine et ses compagnons acceptent la moitié de l'évidence ; ils déclarent que l'instauration du communisme, la collectivisation, est une affaire de génération, et ne peut être imposée de manière brutale. Il faut accepter de temporiser, et pour un certain nombre d'années, probablement de décennies dans l'esprit de Lénine, il faut accepter de laisser l'économie de marché occuper un minimum de terrain. Dans un premier temps, la situation économique de l'URSS se rétablit, et parvient à retrouver son niveau d'avant-guerre. Mais arrivées à ce stade, les productions étatiques d'un côté et privées de l'autre entrent en concurrence, si bien que les unes trouvent preneur sur le marché à des prix très supérieurs aux autres, et qu'il se produit ce que Trotsky appellera un « effet de ciseaux » : la courbe des prix des produits issus de l'activité privée augmente en permanence, et ceux des produits issus de l'industrie collectivisée ne cessent de baisser ; les deux courbes forment une espèce de ciseaux, qui symbolise parfaitement la coupure entre les deux parties de ce dualisme économique. De cet effet de ciseaux, tout économiste un tant soit peu sérieux aurait tiré la bonne conclusion : il faut abandonner la collectivisation. Cela revenait à renoncer au communisme, et reconnaître qu'on s'était trompé. C'est ce qu'aurait fait tout honnête homme, mais que ne fera jamais une idéologie au pouvoir. Au début des années 30, Staline, soucieux à la fois d'asseoir son

pouvoir personnel et de s'assurer la servitude absolue de l'ensemble du parti, choisit la voie radicale : tenter de démontrer par les faits que le communisme peut triompher, quel qu'en soit le coût humain. On peut ainsi résumer sa pensée : si le communisme n'est pas fait pour les hommes, alors il faudra refaire les hommes de telle sorte qu'ils soient faits pour le communisme. C'est sur cette base-là que Staline instaure un véritable régime de terreur, de manière volontaire, consciente, et systématique. C'est dans ce cadre-là qu'il faut comprendre la famine des années 1931-1933.

Un des principes fondamentaux du communisme, parfaitement respectable en soi, est qu'il faut combattre toute forme d'exploitation de l'homme par l'homme. Ce principe est le fondement de la justice elle-même. Appliquons-le de manière caricaturale, et on en arrive à dire qu'un homme capable de produire de la nourriture pour deux, et qui prétend en tirer un bénéfice, est un exploiteur de l'humanité. C'est à ce stade d'aberration qu'on parvient à la fin des années 20 en URSS. Le régime lance toute une campagne contre les koulaks, les propriétaires fonciers qui tirent leur bénéfice de l'agriculture. Passons sur les détails : on arrive au stade où, à Moscou, tout individu qui n'est pas maigre peut passer pour un koulak. Des dizaines de milliers de propriétaires seront fusillés, des centaines de milliers de paysans seront déportés, l'agriculture sera totalement désorganisée, les cadres du parti, accusés d'être fautifs de cette désorganisation, seront eux-mêmes fusillés ou déportés, et la famine s'installera de manière épouvantable. Devant l'évidence de son échec, le régime stalinien s'enfonce dans l'horreur : on invente des productions qui n'existent pas, on fixe à l'agriculture des objectifs délirants, on distribue à la population des stocks fantomatiques, on contraint les populations à se fixer sur des terres où il n'y a rien à manger, et on fusille ceux qui contestent. Tout cela à tous les caractères d'une folie complète, et pourtant, cela n'était pas de la folie. Il s'agissait bien d'un crime : la volonté de Staline était clairement de terroriser l'ensemble de la population par tous les moyens, y compris la mort de faim. Tout cela était voulu, pensé, organisé, dans un but bien précis : soumettre de manière absolue à la fois les corps et les esprits ; faire en sorte que chacun, abandonnant toute conscience, ne songeant plus qu'à sa survie, ayant l'esprit frappé de terreur, serve le parti comme un esclave, avec l'idée, qu'à la fin, le communisme triompherait.

Le bilan humain est effroyable, et s'apparente à un génocide. Aujourd'hui encore, le traumatisme provoqué est sensible dans les esprits, et les blessures humaines saignent toujours. Comment ne pas comprendre, devant tant de crimes monstrueux, que des haines ne se soient pas transmises de génération en génération, et ne soient pas toujours vivaces aujourd'hui ? Mais à quoi sert maintenant d'entretenir et attiser ces haines, après plus de 80 ans, 60 ans après la mort de Staline, pour des générations qui ont un avenir à construire, et dont le destin ne consiste sûrement pas à remâcher toute leur vie les malheurs de leurs arrières-grands-pères ?

Car le vrai problème actuellement ne consiste pas à faire la vérité sur les faits, ils sont assez établis, même si des historiens très sérieux relativisent tout de même la responsabilité du Parti Communiste dans cette affaire, il se trouve dans la récupération



idéologique nauséabonde dans laquelle se complaisent des politiciens véreux, en cherchant à tirer un bénéfice électoral de la souffrance humaine. Vouloir gagner des bulletins de vote en exploitant la mémoire de morts de faim, c'est les tuer une deuxième fois. C'est pourtant à cela que nous assistons aujourd'hui en Ukraine.

Résumons brièvement, autant que cela sera possible, les différentes positions adoptées par différents pays au sujet de ces famines. La Russie, pour commencer par elle, qualifie l'affaire de tragédie, et place la responsabilité sur la seule personnalité de Staline. Ce n'est pas absolument faux, mais c'est trop court. Parler de tragédie, c'est insinuer qu'il y aurait dans cette affaire une forme de fatalité, ce qui n'est absolument pas le cas. Certes, des famines, il y en a toujours eu, et dans tous les pays ; mais de cette ampleur, dans un pays aussi riche sur le plan agricole, et sans problème climatique, c'est impossible. D'autre part, la personnalité de Staline était ce qu'elle était, mais Staline est avant tout le produit d'un régime, d'une idéologie qui l'a formé et qui l'a porté au pouvoir. Il a donné des ordres, certes, mais il savait qu'il y aurait des centaines de milliers de gens pour les exécuter. Les projets criminels de Staline seraient restés des rêves de fou s'il n'y avait pas eu derrière lui tout un parti pour les exécuter. L'Allemagne, un peu contrainte et forcée il est vrai, a reconnu officiellement sa culpabilité dans le génocide des Juifs. Ce ne serait pas un déshonneur, pour la Russie, sans y être ni contrainte ni forcée, de reconnaître la responsabilité de l'URSS tout entière dans ce crime contre l'humanité. Et cela faciliterait sans doute ses relations avec l'Ukraine actuelle.

L'union européenne a adopté la position probablement la plus juste et la plus équilibrée sur cette question, en qualifiant ces famines organisées de « crimes contre l'humanité et contre le peuple ukrainien », sans utiliser le terme de génocide. Il est toutefois dommage que seul le peuple ukrainien ait été désigné dans cette déclaration, les Kazakhs ayant souffert tout autant que les Ukrainiens. Mais restons à l'essentiel, il s'agit bien d'un crime contre l'humanité, et pas seulement d'une tragédie.

Cependant, le parlement ukrainien, en novembre 2006, (alors que Ianoukovitch, accusé aujourd'hui d'être trop pro-russe, est premier ministre) vote une loi qualifiant ces crimes de génocide, et ajoute des poursuites pénales à ceux qui nieraient le caractère génocidaire de ces crimes. On ne peut traiter d'absolument absurde le qualificatif de génocide appliqué à cet événement, mais la volonté de créer un amalgame entre les Allemands et les Juifs d'un côté, et les Russes et les Ukrainiens de l'autre est absolument scandaleuse. Certes, un faisceau de présomptions pourrait faire croire à un génocide : d'abord le nombre de morts, tout à fait comparable à celui du génocide des Juifs, ensuite, de manière indéniable, la volonté cynique de tuer, ensuite, la localisation ciblée des victimes, enfin, les velléités indépendantistes des Ukrainiens, que Staline aurait voulu mater. Tout cela tient debout en apparence, mais ne résiste pas à un examen plus sérieux ; d'abord, pour qu'il y ait génocide au sens strict, il faut qu'il y ait une question de gènes ; c'était plus ou moins le cas entre les Allemands et les Juifs, encore que cela soit très contestable ; il ne peut y avoir absolument rien de tel entre les Russes et les

Ukrainiens qui sont exactement le même peuple ; d'autre part, les questions de racisme sont totalement étrangères au communisme de l'époque. Ensuite, quand on a dans la tête de faire un génocide, et Hitler l'a bien démontré, on ne s'arrête pas en cours de route ; or, devant l'ampleur de la catastrophe, le régime soviétique a fait marche arrière ; certes vraiment trop tard, mais la démographie ukrainienne repartira fortement à partir de 1934. D'autre part, la localisation de la famine s'explique essentiellement par le fait que c'était principalement l'Ukraine qui possédait une économie agricole, et la dékoulakisation - l'élimination des propriétaires fonciers - l'a touchée tout particulièrement ; mais la mortalité a été tout aussi forte dans le Kazakhstan, et également très forte à Moscou même. Enfin, les revendications culturelles des Ukrainiens avaient d'abord été très bien reçues par le régime communiste jusqu'à la fin des années 20, qui avait encouragé le développement des cultures locales ; de 1920 à 1930, la proportion en Ukraine des publications en langue ukrainienne passe de un tiers à deux tiers, et il en va de même pour les cadres locaux et les cadres du parti ; aussi, sur le terrain, les acteurs du *holodomor* étaient en majorité des Ukrainiens eux mêmes. Il semble difficile dans ces conditions d'imaginer qu'il y ait réellement eu génocide, au sens étymologique du mot. On concédera cependant que si le terme de génocide peut s'appliquer, comme l'affirment certains théoriciens, dès lors qu'on a affaire à un massacre de masse dans une population civile donnée, sans examiner la question de l'appartenance ethnique à tel ou tel groupe, alors le terme de génocide ne constitue pas, dans le cas du *holodomor*, une exagération. Mais c'est ici une question de sémantique, pas d'histoire ni de politique.

La récupération qui est aujourd'hui faite de ces atrocités est une toute autre question. La souffrance humaine n'appartient pas à un parti politique, et la connaissance de l'histoire n'a pas pour fonction d'attiser de vieilles haines, bien au contraire. L'utilisation du terme de « génocide » par les partis nationalistes ukrainiens a essentiellement pour fonction de nourrir la guerre civile entre les Russes de Kiev et ceux du Donbass, comme si ces derniers n'avaient pas autant souffert du communisme que les premiers. Par le terme de génocide, on tente de creuser un fossé ethnique entre deux populations qui sont strictement de la même origine et de la même culture, de manière à fabriquer de toutes pièces une espèce de racisme antirusse. Le racisme est toujours une idéologie criminelle, et suffisamment stupide à la base quand il s'appuie sur des différences génétiques ; que dire alors lorsqu'il n'y a pas de différence génétique entre deux populations, et qu'on cherche à en inventer pour créer du racisme ?

Le plus grotesque dans l'affaire est que l'accusation de « génocide » provient essentiellement de groupes nationalistes dont les effectifs sont issus pour la majorité de Galicie, région qui ne faisait pas partie de l'URSS à cette époque et a été rattachée à l'Ukraine après la II<sup>e</sup> guerre, et qu'ils prennent ce génocide comme excuse pour harceler les populations russophones du Donbass, qui ont subi les famines de plein fouet. Autrement dit, des populations étrangères à ce drame attaquent les victimes parce qu'elles sont apparentées aux coupables. Mais de quoi se mêlent ces gens, et à quel titre portent-ils plainte contre les victimes ?

## VI. Bandera et la collaboration avec les nazis

Venons-en maintenant à la troisième cause du développement du nationalisme ukrainien, et à la page la plus noire et la plus effroyable de l'histoire de l'Ukraine. Le *Holodomor* de 1931 à 1933 pouvait passer en son temps pour la pire catastrophe qui pouvait arriver à ce peuple ; le pire était encore à venir. Mais pour pouvoir comprendre en profondeur ce qui s'est passé en Ukraine durant la deuxième guerre mondiale, il faut d'abord se remettre en mémoire ce qu'ont été historiquement les rapports entre les Russes et les Allemands. En Europe occidentale, du fait des deux guerres mondiales, les Allemands ont acquis une réputation de militaires aguerris et d'envahisseurs dangereux. À l'inverse, l'image des Polonais est plutôt celle de victimes des ambitions de leurs voisins, du fait des partages successifs qui ont eu lieu. Mais la perception des Russes, avant la dernière guerre, était exactement le contraire : les tentatives d'invasion allemande dans l'histoire avaient été rares, et s'étaient soldées par de lourds échecs pour ceux-ci ; pour les Russes donc, les Allemands étaient des militaires médiocres, faciles à vaincre, et qui ne chercheraient plus à s'attaquer à la Russie. D'autre part, la Russie, manquant de main-d'œuvre, avait accepté volontiers une forte immigration allemande d'artisans et de commerçants, qui dans l'ensemble étaient assez appréciés. Il y avait plus de 100 000 Allemands à Saint-Pétersbourg. De plus, les souverains russes, depuis Pierre le Grand, épousaient systématiquement des princesses allemandes, de sorte que les monarchies russe et allemandes étaient extrêmement liées. Enfin, le partage de la Pologne entre les deux Etats avait scellé entre eux une alliance qui devait être éternelle. La première guerre mondiale n'avait pas franchement entamé le capital de sympathie des Allemands auprès des communistes russes, du fait que ceux-ci faisaient porter essentiellement à leur empereur la responsabilité de la guerre, et qu'il leur avait suffi d'arriver au pouvoir pour obtenir la paix. Les Allemands avaient d'ailleurs apporté leur aide à Lénine en 1917, en organisant son retour en Russie, et en le soutenant financièrement. Que cela ne fut qu'une manœuvre non pas pour aider les communistes, mais pour ruiner la Russie, était une évidence invisible et inacceptable pour un bolchevique. En résumé, pour les communistes russes, les Allemands étaient les gens les plus dignes de confiance du monde.

À l'inverse, le souvenir de l'invasion polonaise, de l'occupation de grandes régions russes pendant plus de deux siècles, la prise de Moscou, la guerre russo-polonaise de 1920 avec l'attaque contre Kiev, tout cela faisait que pour les Russes les Polonais étaient surtout des guerriers redoutables, et des envahisseurs potentiels, dont ils devaient se garder soigneusement. C'est fondamentalement cette différence de position qui explique le pacte entre Molotov et Ribbentrop. En le signant, Staline n'avait sans doute pas l'impression de faire autre chose que ce que Catherine la Grande avait fait avec Frédéric II, un siècle et demi plus tôt. De son point de vue, le partage de la Pologne avec les Allemands devait assurer la paix en Europe pour longtemps. L'aveuglement de Staline sur la conduite d'Hitler était absolu. Ce qui montre que la seule connaissance de

l'histoire ne suffit pas pour faire de la politique ; s'il y a des leçons à tirer de l'histoire, il ne faut pas s'imaginer qu'elle reproduit souvent des situations identiques.

Les nationalistes ukrainiens partageaient évidemment ce point de vue, et d'autant plus qu'en 1917 les Allemands leur avaient apporté leur aide dans leur tentative d'émancipation, alors que les Polonais avaient tenté de les envahir en 1920. De fait, les contacts des nationalistes ukrainiens avec l'Allemagne se développent dès les années 20, et s'intensifient dans les années 30. Yevhen Konovalets, fondateur de L'organisation Militaire Ukrainienne (UVO) travaille en collaboration avec Ernst Röhm, et un accord est signé en 1933 pour que les SA allemands forment et entraînent les jeunes des UVO. Paradoxalement, alors que Staline a une entière confiance en Hitler, les Ukrainiens apprécient au contraire son côté farouchement anticommuniste, et d'ailleurs le parti nazi prépare très tôt l'invasion de l'Ukraine à travers sa collaboration avec les nationalistes. Pourquoi ces derniers sont-ils allés chercher un pareil allié ? Les raisons sont diverses : d'une part, le nationalisme humaniste et tourné essentiellement vers la défense de la culture, que représentait Mykhailo Hrouchevsky, est considéré dans les années 30 comme un échec, non sans raison, une sorte d'idéalisme éloigné de toute praxis politique. Les nouveaux nationalistes sont bien plus radicaux : leur idéologie est fondée sur la lutte armée, le combat militaire, la nécessité pour les jeunes de se préparer à mourir pour la liberté de la patrie ; d'autre part, à cause de la collectivisation forcée, et surtout à la suite du *Holodomor*, ils sont violemment anticommunistes, et n'imaginent pas qu'il puisse exister une idéologie pire que celle-là ; enfin, l'antisémitisme des nazis ne les gêne pas outre mesure ; j'ai déjà rappelé que le premier mouvement de libération de l'Ukraine au XVIIe siècle par les Cosaques s'était accompagné de pogroms contre les Juifs. Cet antisémitisme se développe du fait que Marx était juif, et les nationalistes anticommunistes ont tendance à rendre responsable l'ensemble du peuple juif des crimes du communisme. Tout ceci les rapproche fortement des nazis sur le plan idéologique. Yaroslav Stetsko, le bras droit de Stepan Bandera, écrira par exemple :

"Тому я підтримую знищення жидів та доцільність впровадження німецьких методів винищення жидівства в Україні, а не лише їхню асиміляцію і тому подібне". (Traduction : Par conséquent, je soutiens la destruction des Juifs et la possibilité de mettre en œuvre les procédés d'extermination allemands des Juifs en Ukraine, plutôt que leur assimilation ou que quelque chose de semblable").

Ces malheureux fous ne se rendent pas compte que leur erreur est monumentale, et leur antisémitisme les aveugle sur la nature exacte du racisme des nazis ; puisqu'ils sont tous antisémites, ils pensent qu'ils sont tous frères. Ils n'ont pas suffisamment porté attention à la littérature hitlérienne qui considère l'ensemble des peuples slaves comme seulement dignes d'être des esclaves. Si les nationalistes pensent que les nazis vont réellement les soutenir, ceux-ci, en revanche, les utilisent de manière cynique ; pour les nazis, les nationalistes sont seulement destinés à les aider à accomplir le sale boulot en Ukraine, à savoir l'extermination des Juifs, et la soumission totale de toute la population. Dans la stratégie nazie, les nationalistes ne seront jamais que les gardes-chiourmes

d'une population ukrainienne destinée à l'asservissement pour le compte des Allemands.

Stepan Bandera, le chef de l'OUN (Organisation Du Nationalisme Ukrainien) l'apprendra trop tard à ses dépens. Le personnage est l'objet d'une vaste controverse. Certains ne voient en lui que le chef politique et militaire qui a tenté de libérer l'Ukraine des soviétiques et de la rendre indépendante. D'autres au contraire pointent la violence aveugle du personnage, sa collaboration avec les nazis, la monstruosité des crimes contre l'humanité auxquels il a prêté la main. Viktor Iouchtchenko, le leader de la révolution orange, présenté comme une des figures principales du mouvement pro-européen, l'avait élevé en 2010 à la dignité de héros de l'Ukraine, soulevant ainsi une vague d'indignation à travers le monde. Mais après l'arrivée au pouvoir de Viktor Ianoukovitch ce titre lui a été retiré. Tout ceci pour bien signaler tout de suite à quel point les événements de cette période retentissent fortement aujourd'hui dans la vie politique ukrainienne. Alors, monstre ou héros ? La vérité, c'est qu'il est les deux. Stepan Bandera avait effectivement pleinement confiance dans les Allemands ; il pensait sincèrement que ceux-ci ne combattraient que les bolcheviks, et accepteraient volontiers d'avoir une Ukraine indépendante comme alliée. C'est ce qui explique que dans un premier temps, durant l'été 1941, la *Whermacht* est accueillie en armée de libération ; la population lui dresse des arcs de triomphe en fleurs, et le portrait d'Hitler est affiché partout ; tout au moins, dans la partie occidentale de l'Ukraine.

Mais les nationalistes vont devoir très vite déchanter, car les nazis ne cachent pas longtemps leur jeu. Au mois de juillet, Stepan Bandera croit pouvoir proclamer l'indépendance de l'Ukraine, et former un gouvernement national. Lui et ses amis sont immédiatement arrêtés par la police allemande, et déportés dans un camp de concentration. Et très vite, les nazis commencent leurs atrocités. Leurs premières victimes sont évidemment les Juifs, auxquelles les Einsatzgruppen vont s'attaquer avec une brutalité sans limite ; fin septembre 1941, des dizaines de milliers de Juifs de Kiev sont rassemblés au ravin de Babi Yar, et froidement assassinés par balles. Quant à la population ukrainienne dans son ensemble, elle est traitée comme du bétail. La destruction de la culture ukrainienne, des conditions de travail insupportables imposées aux travailleurs, la faim, la privation de soins médicaux, la déportation de dizaines de milliers d'individus en Allemagne, la terreur par l'exécution froide de tout groupe d'individus vaguement supposés de tenter de résister, tous les moyens sont bons pour asservir la population.

Les nationalistes ne savent plus alors à quel saint, ou plutôt à quel diable se vouer : le libérateur tant espéré se révèle encore plus monstrueux que celui qu'on voulait chasser. Les massacres perpétrés par les nazis dépassent encore les crimes staliniens. En 1942, ils ont compris, et la position qu'ils vont adopter est véritablement héroïque : former une nouvelle armée ukrainienne, qui fera la guerre aussi bien aux nazis qu'aux soviétiques. Ce sera L'Armée Insurrectionnelle Ukrainienne (UPA). Un tel défi était évidemment impossible à gagner, mais il leur aura permis au moins de sauver leur

honneur. Les partisans nationalistes choisissent d'occuper les forêts, et à partir de là, de harceler les deux armées ennemies, sans distinction. Il faut cependant préciser que, toute héroïque que soit leur attitude, leur idéologie n'en reste pas moins fondamentalement celle du *werwolf*, inventée par Himmler et Goebbels. N'étant fourni en armes par personne, ils n'ont pas d'autre possibilité que de se contenter de ce qu'ils auront volé aux uns et aux autres. Dans des conditions pareilles, ils vont tout de même tenir plusieurs années, infliger des pertes sévères aux Allemands, et résister à l'armée soviétique jusqu'en 1948.

Cependant, dans l'Ouest du pays, en particulier en Galicie, la collaboration avec les nazis a été particulièrement forte, et la division SS Galicie a compté jusqu'à 26 000 membres. C'est toujours dans cette région que l'extrême-droite ukrainienne réalise ses plus beaux scores électoraux, et les milices du Secteur Droit en proviennent en grande partie.

Au total, la deuxième guerre mondiale a fait en Ukraine plus de 8 millions de morts. On comprend que les traumatismes provoqués à cette époque fassent encore ressentir leurs effets aujourd'hui. Elle se solde bien sûr par la victoire complète de l'URSS, et la réintégration de l'Ukraine à l'intérieur de celle-ci. Une forme de réconciliation nationale voit officiellement le jour : Russes et Ukrainiens sont de nouveau des peuples frères, et le discours politiquement correct de l'époque ne veut entendre parler que de l'union sacrée de toutes les forces de l'ensemble des Russes contre l'ennemi commun, l'envahisseur fasciste, contre lequel la victoire a été totale.

Le malheur est que la figure de Bandera est utilisée aujourd'hui comme référence par tous les nationalistes ukrainiens, or son alliance objective avec les nazis a permis aux armées hitlériennes de s'emparer de son pays sans coup férir, pour lui porter ensuite un coup encore plus terrible que l'*Holodomor*, tandis que ce sont les Moscovites, une nouvelle fois, qui ont libéré cette partie de la Russie des envahisseurs.

D'autre part, Bandera ne savait peut-être pas exactement ce qu'étaient les nazis en 1941, et de quoi ils étaient capables, mais les nationalistes d'aujourd'hui n'ont pas cette excuse, pas plus que ceux qui les soutiennent. La dérive nationale-socialiste de ce régime est incontestable, et il a la bénédiction de l'Europe et des USA ... La prétention au nationalisme de ces groupes n'est d'ailleurs qu'une façade pour masquer leur idéologie foncièrement néo-nazi, car on ne peut défendre la culture ukrainienne contre la culture russe, puisque la culture russe, fondamentalement, c'est la culture ukrainienne. Tous les Russes le savent, et le reconnaissent. Et défendre la culture ukrainienne avec des thèses issues du nazisme, ça n'a absolument aucun sens. On peut d'ailleurs en profiter pour rappeler que le communisme lui-même est un produit de la philosophie occidentale, qui n'a rien de russe ; il puise ses racines chez les utopistes anglais et français, dans les traités de Rousseau, et son développement est un travail de la philosophie allemande ; Marx et Engels sont allemands, disciples de Hegel, et le communisme a été inventé à l'usage de l'Allemagne ; c'est une philosophie importée en Russie, et totalement

étrangère à la tradition philosophique de ce pays ; les prétendus nationalistes ukrainiens devraient s'en rappeler avant de chercher une nouvelle fois à importer chez eux des idées qui viennent d'ailleurs.

Le traumatisme issu de la II<sup>e</sup> guerre mondiale, dans leur conscience, est tellement fort aujourd'hui, que cette période de l'histoire est devenue illisible pour eux ; ils ne peuvent admettre que c'est leur propre mouvement qui a introduit Hitler en Ukraine et en Russie, pour faire des millions de morts, et que ce sont les communistes qui les ont délivrés. Le premier ministre Iatseniouk déclare, le 7 janvier 2015, à la télévision allemande, que c'est la Russie qui a agressé l'Allemagne et l'Ukraine lors de la II<sup>e</sup> guerre mondiale, et que cela ne doit plus se répéter. C'est une véritable profession de foi néonazi. On a du mal à s'imaginer comment le gouvernement allemand peut supporter une pareille déclaration. Mais rien n'y fait : aucune protestation ne vient d'aucun gouvernement européen. Il est vrai qu'au milieu des mensonges qu'on raconte aujourd'hui, celui-ci peut passer inaperçu.

## VII. Le retour à l'URSS - Khrouchtchev et le don de la Crimée

Si l'Ukraine n'en a pas fini avec le communisme, les épreuves les plus dures sont pourtant passées. Après la guerre, le pays se redresse lentement mais sûrement, et la population, en un peu plus de 40 ans, passe de 36 à 52 millions d'habitants. Le régime affecte désormais de soigner l'Ukraine : elle bénéficie de son siège propre à l'ONU, distinct de celui de l'URSS ; (en réalité, cela permet à l'URSS d'avoir un siège de plus). Le souci du régime en fait, consiste à flatter le pays frère pour lutter politiquement contre le nationalisme, et renouer des liens qui avaient été singulièrement mis à mal.

C'est ainsi qu'en 1954, Khrouchtchev, qui était Ukrainien, offre la Crimée à la RSSS d'Ukraine. En 1945, la petite péninsule avait été particulièrement maltraitée par Staline qui, accusant les Tatars d'avoir pactisé avec les nazis, (en réalité une faible proportion d'entre eux avait effectivement collaboré), les avait déportés massivement en Asie centrale. La Crimée, qui jusque-là était une République Socialiste Soviétique à part entière, munie de sa constitution, fut réduite à l'état d'*oblast*, c'est-à-dire de simple région de la Russie ; il est essentiel de noter que cette décision de Staline était absolument illégale et anticonstitutionnelle, la constitution de l'URSS précisant très clairement que toutes les républiques étaient égales en droit, et qu'il était impossible à l'Union de toucher la constitution de l'une d'entre elles sans un accord unanime de toutes les autres. Les Criméens n'acceptèrent évidemment pas cette décision, mais il fallut bien céder devant la force.

On peut donner plusieurs explications à ce don de Khrouchtchev. Officiellement, il s'agissait de commémorer le 300<sup>e</sup> anniversaire du traité de Pereïaslav, par lequel les différentes provinces de la Russie kiévienne avaient retrouvé leur unité. Par ce geste, Khrouchtchev voulait rappeler et renouer les liens historiques qui unissaient Moscou et Kiev. Il s'agissait aussi, mais cela restait du domaine du non-dit, de tenter de se faire pardonner les crimes de Staline en offrant une petite compensation territoriale aux Ukrainiens. Mais la raison essentielle était probablement beaucoup plus machiavélique. Suivant la logique de Lénine qui avait augmenté l'Ukraine en lui adjoignant la nouvelle Russie pour s'y assurer une majorité russophone, Khrouchtchev renforçait encore une fois le poids électoral des russophones en Ukraine, la Crimée ayant été vidée des Tatars, et repeuplée par des Russes. D'autre part, Khrouchtchev savait très bien que le décret de Staline abolissant la république de Crimée était parfaitement contraire à la constitution, et que tôt ou tard celle-ci retrouverait son statut de république à part entière, ce qui d'ailleurs est effectivement arrivé. Dès lors, elle aurait toute latitude, étant maîtresse de sa constitution, de quitter l'Ukraine sitôt qu'elle le voudrait. Or la Crimée n'avait absolument rien à voir avec l'Ukraine, et ses habitants étaient farouchement opposés à cette intégration de leur péninsule dans cette autre république. Pour eux, cette adhésion forcée à l'Ukraine était une humiliation, ils étaient traités comme une simple marchandise, une chose dont on dispose comme on veut, une espèce de bibelot. Le cadeau de Khrouchtchev était donc aussi un moyen de pression pour persuader les



Ukrainiens de conserver leur alliance avec la Russie, car, en cas de défection, ils étaient certains de perdre la péninsule. Et c'est effectivement ce qui vient de se passer cette année.

Par le référendum du 20 janvier 1991, la Crimée a retrouvé son statut de république autonome avec sa constitution, décision prise en plein accord avec la république d'Ukraine. Or il faut bien comprendre ce que cela signifie du point de vue juridique. En français ou en anglais, le terme *autonome* désigne un statut très différent de l'indépendance ; les territoires français du Pacifique par exemple sont autonomes, mais ils sont très loin d'être indépendants, et n'ont pas le droit de prendre une décision d'indépendance tout seuls. Mais en grec, le terme signifie exactement *indépendant*, et dans la langue juridique russe, s'il ne signifie pas exactement cela, son sens est très proche ; il sert à désigner non pas une région ou une province autonome, mais un État à part entière, qui a accepté de déléguer sa souveraineté à une autre institution. C'était précisément le statut de toutes les républiques de l'union soviétique, qui remettaient leur souveraineté à l'union, mais conservaient leur propre constitution, et surtout la pleine liberté de quitter l'union pour retrouver leur souveraineté quand elles le voudraient. J'ai fait remarquer plus haut qu'au temps de Staline cette liberté demeurait purement théorique ; mais à partir de 1990, en Union Soviétique, les textes de droit ont retrouvé leur force, et les républiques ont effectivement la possibilité concrète de prendre leur indépendance. C'est ce qu'elles feront toutes au cours de l'année 1991.

Venons-en donc précisément au texte de la constitution de Crimée ; je donne ici en russe premièrement, puisque c'est le texte de référence, ensuite en anglais, le chapitre cinq qui traite de l'autonomie de la république ; il s'agit ici de la dernière version de cette constitution, qui date de 2010 :

## **Раздел V**

### **ГАРАНТИИ СТАТУСА И ПОЛНОМОЧИЙ АВТОНОМНОЙ РЕСПУБЛИКИ КРЫМ**

#### **Статья 48. Гарантии и обеспечение статуса и Автономной Республики Крым**

1. Установленные Конституцией Украины, Конституцией Автономной Республики Крым, законами Украины статус и полномочия Автономной Республики Крым, Верховной Рады Автономной Республики Крым и Совета министров Автономной Республики Крым гарантируются государством Украина и обеспечиваются демократическими институтами общества, деятельностью органов государственной власти, Верховной Радой Автономной Республики Крым и Советом министров Автономной Республики Крым, органов местного самоуправления, граждан и их объединений.
2. Верховная Рада Автономной Республики Крым на основании решения консультативного республиканского (местного) референдума может вносить предложения об изменениях, касающихся ограничений статуса и полномочий Автономной Республики Крым, Верховной Рады Автономной Республики Крым и Совета министров Автономной Республики Крым, определенных Конституцией Украины, законами Украины.
3. Конституция Автономной Республики Крым может быть изменена исключительно Верховной Радой Автономной Республики Крым.

## **SECTION V GUARANTEES OF STATUS AND POWERS OF THE AUTONOMOUS REPUBLIC OF CRIMEA**

### **Article 48.**

#### **Guarantying and Securing Status and Powers of the Autonomous Republic of Crimea**

1. The status and powers of the Autonomous Republic of Crimea, the Supreme Rada of the Autonomous Republic of Crimea and the Council of Ministers of the Autonomous Republic of Crimea established by the Constitution of Ukraine, the Constitution of the Autonomous Republic of Crimea and Ukrainian laws shall be guaranteed by the State of Ukraine and secured by the democratic institutions of the society, the activity of public authorities, the Supreme Rada of the Autonomous Republic of Crimea and the Council of Ministers of the Autonomous Republic of Crimea, bodies of local self-government, citizens and their associations.
2. The Supreme Rada of the Autonomous Republic of Crimea may, by a resolution of an advisory republican (local) referendum, make motions on alterations regarding the limitation of the status and powers of the Autonomous Republic of Crimea, the Supreme Rada of the Autonomous Republic of Crimea and the Council of Ministers of the Autonomous Republic of Crimea determined by the Constitution of Ukraine and Ukrainian laws.
3. The Constitution of the Autonomous Republic of Crimea may only be altered and amended by the Supreme Rada of the Autonomous Republic of Crimea.

Que dit donc exactement ce texte ? Il dit que l'État ukrainien s'engage à garantir la souveraineté pleine et entière des autorités criméennes sur leur propre constitution, en excluant toute ingérence extérieure, donc ukrainienne éventuellement ; or, si d'un côté la Crimée fait partie de l'Ukraine par sa propre constitution, le fait d'un autre côté que le gouvernement légal de l'Ukraine était tombé, et qu'il n'y avait plus d'autorité constitutionnelle légitime à Kiev, la Crimée avait parfaitement le droit de décider seule de supprimer l'article qui dit qu'elle faisait partie de l'Ukraine, et donc de prendre son indépendance. Ce texte s'inscrit d'ailleurs dans la tradition des constitutions des républiques soviétiques depuis 1922, comme nous l'avons vu, qui affirment sans la moindre ambiguïté possible que les républiques autonomes disposent de leur propre constitution, et que leurs droits constitutionnels sont garantis par l'État auquel elles appartiennent. Dès lors que cet État non seulement ne garantit plus les droits d'une République autonome, et représente même une menace pour l'existence de celle-ci, elle ne peut plus rien faire d'autre que prendre son indépendance. A cet argument, il faut encore ajouter que le gouvernement putschiste se préparait à autoriser l'installation d'une base américaine en Crimée, contrairement aux accords passés avec la Russie, qui interdisent à l'Ukraine d'accueillir des troupes étrangères sur son sol (article 6 du Grand Traité de 1997). La rupture unilatérale de ces traités par un gouvernement sans légitimité autorisait la Russie à défendre elle-même ses intérêts. On peut effectivement critiquer l'intervention russe en Crimée et dire qu'elle était illégale, mais que dire alors de la manière avec laquelle le gouvernement américain prétendait installer une nouvelle base en Crimée, au mépris de tous les traités, avec l'appui d'un gouvernement putschiste mis en place par eux-mêmes ? Après l'installation de bases de l'OTAN aux Pays Baltes et de lanceurs de missiles en Pologne, la manœuvre d'encerclement de la Russie et la

menace militaire que celle-ci faisait peser sur sa sécurité contraignait le gouvernement russe à réagir vite et fermement. Il n'avait plus d'autre choix.

On peut critiquer également la manière dont le référendum a été organisé, on peut dire que toutes les procédures pour l'accession de la Crimée à l'indépendance n'ont pas été respectées ; c'est exact ; mais comment peut-on respecter des procédures légales quand il n'y a plus de gouvernement légitime ? Et contrairement à ce qu'affirment certains commentateurs, la Crimée n'avait absolument pas besoin de l'autorisation de l'ONU, ni des Etats-Unis, pour prendre son indépendance, pas plus que la Nouvelle-Calédonie n'en aurait besoin si, à la suite d'un coup d'Etat à Paris, un gouvernement putschiste prétendait mettre fin à son autonomie. L'attitude de l'Ukraine aujourd'hui relève absolument du déni de droit ; les autorités actuellement au pouvoir prétendent nier à la Crimée sa nature même de république pour la réduire à une simple province, et la livrer ensuite à une puissance étrangère. Ce n'est rien d'autre que du colonialisme.

Pourquoi donc un tel mensonge, et entrer dans une telle logique ? Je vais répondre tout de suite partiellement à la première question, et laisser le reste des réponses pour un peu plus tard, quand j'aurai apporté de nouveaux éléments sur d'autres questions.

Nous avons vu dans quelles conditions Khrouchtchev avait offert la Crimée à l'Ukraine : il s'agissait d'attacher celle-ci à la Russie sous peine de perdre la péninsule avec ses ressources gazières en cas d'indépendance. À partir de 2013, et de 2013 seulement, l'union européenne, dominée par Angela Merkel, elle-même dominée par les États-Unis, décide coûte que coûte d'arracher l'Ukraine à son alliance avec la Russie ; je reviendrai sur cette question plus longuement un peu plus loin. Dans la chancellerie allemande, tout le monde sait très bien ce que cela risque de coûter à l'Ukraine, précisément la perte de la Crimée. D'autre part, les Américains, depuis plusieurs années, tentent de soudoyer les gouvernements ukrainiens pour y installer une base militaire. Cela était juridiquement impossible. La Russie, depuis très longtemps, y possède des bases navales, et a signé un accord de coopération militaire avec l'Ukraine qui lui accorde l'exclusivité de l'activité militaire sur la péninsule, moyennant finances. Le contrat en question a été renouvelé en 2012, pour 30 ans, et pour un montant de 12 milliards de dollars, que la Russie a réglé cash et d'avance. On notera en passant la générosité de la Russie à l'égard de l'Ukraine, qui paye à prix d'or la location de ports qu'elle a elle-même donnés. Les États-Unis n'abandonnent pourtant pas leurs projets, et, profitant de l'arrivée au pouvoir, grâce à eux, de l'oligarque Porochenko, prétendent toujours, moyennant finances, installer une base à côté de celle des Russes qui ont déjà loué l'emplacement pour 30 ans. Pour faire une comparaison, l'attitude du gouvernement ukrainien est celle d'un propriétaire qui, ayant loué un appartement à une famille, prétend le louer une deuxième fois et en même temps pour un deuxième loyer à une deuxième famille. Ce n'est plus de la politique, c'est de l'escroquerie. On a vu John Kerry à la télévision expliquer d'un air suave qu'il était tout à fait possible de trouver un *modus vivendi* qui permette de respecter à la fois les intérêts des Américains

et des Russes. Il est difficile de faire plus hypocrite. On voit donc mieux maintenant pourquoi les Américains et leurs alliés mentent à ce point : d'une part, parce que c'est le forcing qu'ils ont fait auprès du gouvernement ukrainien pour obtenir cette base qui se trouve fondamentalement à l'origine du fait que l'Ukraine a perdu la péninsule tout entière ; et comme il est très difficile pour eux d'assumer cette responsabilité, ils préfèrent la mettre sur le compte de Vladimir Poutine. D'autre part, parce qu'ils ont fait le calcul suivant : de deux choses l'une, ou Poutine acceptait le retour de la Crimée en Russie, ou il ne l'acceptait pas. S'il ne l'acceptait pas, les Américains pouvaient s'emparer de la Crimée ; mais comme il l'a accepté, cela fournit un excellent prétexte pour l'accuser tout bonnement de l'avoir annexée, et essayer de faire croire à nombre de petits Etats ex-membres de l'URSS que Poutine chercherait aussi à les annexer, et qu'en conséquence, ils auraient impérativement besoin d'avoir une base américaine sur leur sol. C'est à quoi s'emploie aujourd'hui François Hollande qui fait la tournée des popotes dans les ex-républiques de l'URSS, en Géorgie, en Arménie, ou au Kazakhstan. « *Nous ne concevons pas le travail de rapprochement comme un travail mené contre la Russie* », déclare-t-il ; il a bien fait de le préciser ; on n'en aurait peut-être pas été très sûrs sans cela.

## VIII. L'indépendance de l'Ukraine et le règne des oligarques

Mais on ne peut pas tout comprendre de ce qui se passe à l'heure actuelle en Ukraine sans expliquer qui sont les gens actuellement au pouvoir, ces fameux oligarques. Remontons donc à la chute de l'URSS.

On a beaucoup glosé sur les causes de la chute de ce géant politique ; nombre d'érudits l'avaient d'ailleurs prédite, mais pas forcément en désignant les causes exactes. Il était relativement facile de voir, sans être grand prophète, que le colosse allait s'écrouler tant il était malade ; la seule question au fond était de savoir laquelle de ses maladies allait l'abattre la première ; serait-ce la pression démographique des pays musulmans ? La question des nationalismes ? La résistance polonaise ? En réalité, la cause essentielle de cet effondrement n'a été rien d'autre que la faillite complète de l'économie du pays. Le système communiste ne fonctionnait tout simplement pas. La production était lamentable, l'outil de production ne cessait de vieillir, et sous l'apparence d'un ordre strict, c'était en réalité l'anarchie la plus complète qui régnait dans l'ensemble de l'appareil productif. L'État fixait pour chaque plan quinquennal des objectifs de production, qui était toujours non seulement atteint mais dépassés largement, mais seulement sur le papier : si une entreprise devait produire 1000 téléviseurs, elle disait en avoir produit 1200, même si elle n'en avait produit que 500. Tous les chiffres étaient faux, tout le monde mentait de la base au sommet, et chacun s'en remettait à l'État pour résoudre les problèmes. Lorsque Gorbatchev arrive au pouvoir, en 1985, il ne peut que constater que l'État est de fait en faillite. Il tente donc de sauver le système en donnant deux axes à sa politique : *glaznost* et *perestroïka*. Le premier terme signifie *transparence*, et le deuxième *reconstruction* ; il s'agissait donc d'une part de dire enfin la vérité sur l'état de l'économie et du pays, et d'autre part de reconstruire l'économie sur de nouvelles bases, davantage libérales. Le diagnostic était peut-être bon, mais c'était trop tard.

L'homme qui va véritablement bouleverser la donne a été Boris Eltsine. Celui-ci a fait toute sa carrière au sein du parti communiste, et avant d'être au pouvoir c'était un homme brillant. Avec un certain nombre de cadres, il avait compris une chose clairement : il ne servait à rien de vouloir sauver le système, il fallait purement et simplement abandonner le communisme, et passer à l'économie de marché. Boris Eltsine n'avait pas l'intention d'attendre la bonne volonté de Gorbatchev avec lequel il est entré très rapidement en concurrence. Il va précipiter les choses : en mars 1990, il parvient à se faire élire président de la fédération de Russie sur un programme très clair de passage à la démocratie. Gorbatchev lui, se fait élire président de l'URSS, poste qui n'existait pas jusque-là, par les députés soviétiques, et non par le peuple. Il pense ainsi demeurer le supérieur de Eltsine, et garder la maîtrise de la situation. Mais la détermination de ce dernier est entière, et le 12 juin 1990 il fait ce que personne au monde n'avait prévu, ce qui paraissait absolument impensable : il fait voter par l'assemblée de Russie son indépendance. C'est la Russie qui quitte l'URSS. Aucun

analyste n'avait prédit, ni même soupçonné une seconde, ce qui s'est passé en réalité. Tout le monde s'attendait à ce que l'URSS soit démantelée par les Etats satellites, un peu à la manière des empires coloniaux qui se sont délités au fur et à mesure que les colonies ont pris leur indépendance. Curieusement, aujourd'hui, à entendre un certain nombre de commentateurs ou de chefs d'État, on a parfois l'impression qu'ils ont oublié l'histoire (ou peut-être ne l'ont-ils jamais sue), et ils parlent de la fin de l'URSS comme si sa chute était due aux combats menés par les Etats satellites qui auraient réussi à se libérer, laissant croire que la situation avait été comparable à celle des empires coloniaux. En réalité, rien n'est plus faux. Encore au début de 1989, personne ne soupçonnait que le mur de Berlin était près de tomber. Et s'il est tombé aussi vite, c'est parce que c'est Gorbatchev qui a laissé tomber la RDA. Il en est allé de même pour l'URSS : ce ne sont pas les petits Etats qui ont quitté la Russie, c'est elle qui les a abandonnés.

Or Boris Eltsine avait une très bonne raison, en tant que président de la Russie, de quitter l'URSS. En réalité, cet empire représentait un coût financier insupportable pour la Russie, qui produisait l'essentiel des richesses, lesquelles étaient ensuite utilisées par l'URSS pour maintenir un niveau de vie égal dans la totalité de l'union. La Russie produisait 80 % du PNB, mais ne représentait que 52 % de la population. En se libérant de l'empire, elle retrouverait donc un souffle économique qui lui permettrait de se reconstruire, quitte à condamner les satellites à la ruine. C'est malheureusement ce qui leur est arrivé ; de tous les Etats qui composaient l'URSS, la Russie est le seul qui a pu reconstruire son économie et retrouver le chemin de la prospérité. Tous les autres ont sombré de manière dramatique, et sont aujourd'hui d'une pauvreté inquiétante. C'est particulièrement le cas de l'Ukraine, qui est de très loin le grand État le plus pauvre d'Europe, et dont le PIB par habitant tourne aujourd'hui autour de 3000 €, 14 fois moins que celui de la France. Seuls des petits Etats issus également de l'URSS font encore pire, comme la Moldavie, avec un PIB par habitant qui plafonne à 1300 €. C'est donc en fait à cause de cela que Vladimir Poutine a prononcé la phrase qu'on interprète aujourd'hui totalement de travers partout dans le monde : « la chute de l'URSS a été la plus grande catastrophe du XXe siècle ». Cette phrase, dont on exagère de manière caricaturale la portée, ne signifie absolument pas que Vladimir Poutine rêverait de reconstruire l'URSS communiste du temps de Staline. Elle a été prononcée à l'adresse des petits Etats issus de l'URSS, et qui sont aujourd'hui dans une situation économique qui est à peu près la pire de leur histoire. Le niveau de vie en Ukraine, 24 ans après la chute de l'URSS, est inférieur à celui qu'il était au temps de l'Union Soviétique ; et tandis que la population avait réussi à se remettre relativement vite des pertes humaines de la guerre, la chute de la démographie est comparable à celle des pires événements qu'elle a vécus. Après la guerre, et 8 millions de morts, le pays ne comptait plus que 36 millions d'habitants ; il en comptera 52 en 1991, soit 16 de plus. Aujourd'hui, sa population est tombée à 45 millions d'habitants, soit 7 de moins, à cause essentiellement de la chute de la natalité et de l'émigration provoquées par la misère. Il en va de même dans les autres pays de l'ex-URSS, et c'est cet état de fait que Vladimir Poutine a pointé en disant que la chute de l'URSS était une catastrophe historique. Il s'agissait donc pour lui de faire remarquer que

ces Etats sont condamnés à la misère si chacun d'entre eux doit se débrouiller tout seul, alors qu'ils pourraient être nettement plus riches s'ils étaient alliés.

Pourquoi la Russie s'en est-elle sortie et pas les autres ? Plusieurs facteurs expliquent simplement cette situation. D'une part, la Russie bénéficie évidemment de richesses naturelles en très grande quantité qui lui fournissent des revenus importants ; d'autre part, elle possède de grands scientifiques, et maîtrise des technologies de pointe, ce qui n'est pas le cas de ses ex-satellites ; enfin, ceux-ci sont souvent de petite taille et totalement enclavés, à l'écart des grands réseaux de communication ; leur isolement géographique les condamne. Mais il y a un autre facteur très important, qui est un héritage du stalinisme : pour contraindre les satellites à rester dans l'union et les dissuader de prendre leur indépendance, l'industrie soviétique était organisée de telle manière qu'aucun d'eux ne possédait d'industrie viable par elle-même, mais ne fabriquait que des pièces détachées pour l'industrie russe. Ils étaient donc totalement dépendants de ce client unique et très particulier. Avec la disparition de l'URSS, la Russie a commencé à bâtir, tout doucement, une industrie plus moderne, avec de nouvelles normes, et les petits Etats ont vu toutes leurs industries s'effondrer. Seule l'Ukraine continue aujourd'hui à travailler très largement pour l'industrie russe, même si cela ne lui suffit pas ; 25 % de ses exportations se font en direction du grand frère, et représentent des revenus indispensables.

Si la Russie s'en est sortie d'une certaine manière, si le niveau de vie de la population a fait un bond spectaculaire, son économie n'en reste pas moins encore aujourd'hui très largement tributaire des revenus du gaz et du pétrole. Cependant, ce n'est pas là son problème le plus important. Pour elle, comme pour l'Ukraine, comme pour tous les pays de l'ex-URSS, le problème numéro un demeure la corruption. L'ensemble de ces Etats, mais surtout l'Ukraine, sont aujourd'hui dominés par des individus qu'on appelle poliment des « oligarques ». C'est un très joli terme grec qui signifie « gouvernement d'un petit nombre d'individus ». Paul Krugman, prix Nobel d'économie, emploie lui le terme de « kleptocratie », autre terme de formation grecque, qui signifie « gouvernement des voleurs », et qui est certainement beaucoup plus juste. De quoi s'agit-il exactement, et comment un tel système s'est-il mis en place ?

Dès le début de la présidence de Boris Eltsine, il est décidé d'abandonner le communisme et de passer à l'économie de marché. Or la totalité des entreprises appartiennent à l'État. On va donc procéder, dans l'ensemble de l'URSS, à des privatisations massives. Celles-ci se heurtent évidemment à un obstacle majeur : l'absence quasi-totale d'acquéreur. Aucun particulier n'a suffisamment d'argent pour acheter une entreprise, le système boursier n'existe qu'à l'état d'avorton, et les investisseurs étrangers, qui ne sont pas toujours les bienvenus, sont méfiants, surtout lorsqu'ils découvrent l'état lamentable des installations et des machines. Pour être clair, vu l'état de l'appareil de production, les usines des pays de l'Est ne valent pas grand-chose, sinon rien. Cependant, l'État possède tout de même un certain nombre de richesses qui ne sont guère « périssables », selon l'expression de V. Poutine, en

particulier les champs de pétrole et de gaz, les mines, etc. Et là, il y en a vraiment pour des centaines de milliards. Il faut seulement savoir les prendre. Un certain nombre d'individus donc, bien placés dans l'appareil du parti, ayant des réseaux d'amis dans la politique et le monde des entreprises d'État, vont organiser à leur profit des privatisations d'entreprises nationales à des prix absolument ridicules, sous prétexte que les machines sont vieilles ou qu'on manque d'acquéreur. C'est évidemment une activité dangereuse et à hauts risques, qui exige de corrompre - mais dans cette période ce n'est pas très difficile - toute une brigade de politiciens et de cadres de l'administration, mais également d'éliminer les concurrents ; si le gâteau est énorme, les appétits sont encore plus forts, et il ne manque pas de chiens pour la curée. C'est ainsi qu'il se forme de véritables mafias, puissantes, structurées, et organisées, ayant des ramifications dans toutes les branches de l'appareil politique : parti, police, administration, justice, etc., car il faut non seulement disposer de tous les accords de l'administration, mais en plus faire les choses, au moins en apparence, dans les règles, afin d'éviter les poursuites judiciaires. Ceux qui y parviennent réalisent évidemment des fortunes considérables dans des temps record. À ce jeu-là, le champion du monde est probablement le russe Khodorkovski, ami personnel de Boris Eltsine, qui, en 1995, rachète pour 360 millions de dollars le groupe pétrolier Ioukos qui en vaut à peu près 100 fois plus. On peut sans prendre de gros risques avancer que c'est probablement le plus grand hold-up de toute l'histoire de l'humanité.

Il faut rappeler que Boris Eltsine, qui jusqu'en 1991 était un homme énergique et plein de talents, sombre très vite dans l'alcool une fois maître du Kremlin, et devient totalement incapable de gouverner, tandis que sa famille, ses filles en particulier, forment autour du pouvoir tout un cercle d'amis qui vont s'approprier les biens de l'État et piller le pays sans vergogne. La famille Eltsine s'est elle-même enrichie de manière fantastique. Il faut évidemment préciser que les crimes de ces mafias ne se limitent pas au vol des biens de l'État, car il faut d'une part éliminer les concurrents, et cela se fait le plus souvent de manière physique, à la sicilienne, et il faut d'autre part réduire au silence les fonctionnaires, juges, hommes politiques, journalistes honnêtes qui se scandalisent de la chose et sont tentés de faire justice, ou de dénoncer publiquement. Le nombre d'assassinats explose, et dépasse les 16 000 par an en Russie ; l'Ukraine n'est d'ailleurs pas en retard sur ce terrain. Enfin, chacun juge qu'il est prudent de cacher autant qu'on peut tous ces milliards mal acquis, qui sont placés à l'étranger dans des lieux sûrs, en particulier dans les banques anglaises de la City de Londres qui leur fait un excellent accueil. Cela provoque évidemment une hémorragie des capitaux, qui nuit considérablement à l'investissement dans le pays. Il est totalement impossible de connaître aujourd'hui le montant total de ces fuites, mais il est évidemment énorme. Une O.N.G. a avancé le chiffre de 800 milliards de dollars, qui est invérifiable, mais qui n'a rien d'in vraisemblable ; cela correspond à une moyenne de 40 milliards pendant 20 ans ; pour la seule année 2014, on estime que le chiffre dépassera les 100 milliards. Voilà donc exactement ce que sont ces gens qu'on appelle les oligarques.



Précisons un point important sur cette question : il est extrêmement courant aujourd'hui d'accuser Vladimir Poutine d'être responsable de ce système, comme il serait d'ailleurs responsable de tous les malheurs de la planète. C'est une accusation assez fausse. Vladimir Poutine n'est pas lui-même un oligarque ; il est issu du KGB, et lorsqu'il arrive au pouvoir en 1999 il ne possède effectivement aucune fortune. Le système en réalité s'est mis en place sous la présidence de Boris Eltsine, et il faut reconnaître à Vladimir Poutine le mérite d'avoir réussi à limiter l'influence politique de ces mafieux, en écartant en particulier Khodorkovski qui visait rien de moins que la présidence ; on ne peut imaginer quel stade aurait alors atteint le pillage organisé du pays. De manière très hypocrite, la presse occidentale en a fait une victime politique du méchant Poutine, alors que sa condamnation en justice ne souffre pas de débat. Certes, Poutine n'a pas mis fin à la corruption, qui n'a jamais cessé de s'étendre et de se développer ; mais il faut bien comprendre qu'il s'agit là d'un combat extrêmement difficile : faire la chasse ouvertement à la totalité des oligarques provoquerait en très peu de temps une fuite des capitaux d'une telle ampleur qu'elle pourrait provoquer l'effondrement de l'économie du pays, qui se trouve en grande partie entre leurs mains. On vient d'ailleurs de le voir très récemment : l'arrestation du milliardaire Vladimir Evtouchenkov en septembre a suffi à faire plonger la bourse de Moscou, alors que sa libération lui a redonné brutalement de l'oxygène. En particulier dans cette période de crise, pour freiner la fuite des capitaux, et éventuellement inverser la tendance, Poutine s'est trouvé contraint d'assurer que tous les oligarques qui ramèneraient leurs capitaux en Russie ne seraient pas inquiétés par la justice. Nombre d'entre eux tournent effectivement autour du président russe, mais dans un pays qui veut libéraliser son économie, il est extrêmement difficile de se montrer l'ennemi des riches, même quand ils sont foncièrement malhonnêtes. Quant à la fortune personnelle du chef de l'État, les rumeurs les plus folles circulent, sans qu'il soit possible de rien prouver. Lui-même assure ne rien posséder qu'un petit appartement dans Moscou et deux voitures d'un standard ordinaire. C'est ce qu'il déclare sur sa feuille d'impôt. À l'autre extrémité, un magazine américain lui a prêté une fortune de 50 milliards de dollars. En réalité, personne n'en sait absolument rien, et les chiffres qui sont avancés par les uns ou par les autres sont des pures fantaisies.

Venons-en maintenant à la situation en Ukraine. Curieusement, depuis le coup d'Etat de février, plus personne dans la presse ne pense à dénoncer les oligarques ukrainiens, comme si ce phénomène n'existait pas dans ce pays, et on se focalise exclusivement sur ceux qui tourneraient autour de Vladimir Poutine, comme s'il n'y avait que les amis de celui-ci qui pouvaient être corrompus, et que tous ceux qui n'étaient pas de ses amis étaient nécessairement les gens les plus honnêtes du monde. On se moque de la population. S'il y a un pays où les oligarques sont tout-puissants et se succèdent les uns aux autres au pouvoir, c'est bien l'Ukraine. Si le degré de corruption de la Russie fait honte à l'Europe, le degré de corruption de l'Ukraine fait honte même à la Russie. Transparency international accorde à l'Ukraine la note de 26/100 en matière d'honnêteté, quand l'Italie, même avec ses mafias, monte à 43. A ce jeu-là, Porochenko

donne d'ailleurs un bel exemple : la constitution ukrainienne interdit formellement au président de garder la propriété de ses entreprises, et il aurait dû revendre toutes ses actions dans le chocolat, la télévision, la communication, etc. Mais il n'en a que faire, évidemment. Sur cette question il est le premier président de l'Ukraine à se moquer aussi ouvertement de la loi, tout en prétendant officiellement lutter contre la corruption et les oligarques.

Le problème fondamental pour l'Ukraine, après l'effondrement de l'URSS, a été de se doter d'une nouvelle classe politique, susceptible de prendre la succession des apparatchiks communistes. Le malheur, c'est qu'elle n'y est jamais arrivée. Faisons un rapide tour d'horizon des personnalités politiques ukrainiennes les plus importantes qui se sont succédé au pouvoir. Les deux premiers présidents, Leonid Kravtchouk et Leonid Koutchma, qui reste au pouvoir jusqu'en 2005, sont issus du parti communiste ; ils ne peuvent empêcher l'effondrement d'une économie de type soviétique, vieille et inadaptée, et le PIB chute dans les années 90 de 60% ; cependant, Koutchma parvient à mettre en place les réformes nécessaires pour adapter peu à peu l'économie ukrainienne et la croissance tourne ensuite autour des 10% jusqu'en 2008. Mais les mafias se développent à une très grande vitesse, profitant des vagues de privatisations incontrôlées qui se succèdent. Lorsque Koutchma laisse le pouvoir, l'économie appartient de fait aux oligarques, dont l'objectif sera désormais de s'emparer du pouvoir politique. Viktor Ioutchenko, élu en 2005 dans des conditions difficiles, a sans doute été la seule chance de l'Ukraine de s'en sortir pour de bon. Il est le principal acteur de ce qu'on a appelé la révolution orange, qui a suscité des espoirs formidables dans son pays, et qui a tourné à l'échec complet, suite à la crise de 2008, dont la malheureuse économie ukrainienne a subi les effets de manière catastrophique. Le malheur est d'une part qu'il était extrêmement affaibli physiquement à cause des suites d'une tentative d'empoisonnement, et d'autre part qu'il a dû faire alliance pour être élu avec Ioulia Timochenko, l'égérie de la révolution, dont la personnalité profonde n'a pas grand-chose à voir avec l'image qu'elle a réussi à donner d'elle.

En réalité, Ioulia Timochenko est une des plus puissantes oligarques du pays, dont l'énormité de la fortune, évaluée à plusieurs milliards, est proportionnelle à la malhonnêteté des moyens employés pour l'acquérir. Jeune, belle, coiffée à l'ukrainienne, elle a toutes les apparences de la fée pleine d'idéal qui va transfigurer le pays. Cette image est extrêmement loin de la réalité. Elle est en fait d'origine russe ; en 1979, elle épouse le fils d'un haut responsable politique ukrainien, qui gouverne la région de Dnipropetrovsk. À la chute de l'URSS, utilisant la position politique de sa belle-famille, elle se lance dans les « affaires », en trafiquant avec des mafieux russes auxquels elle achète du pétrole de contrebande, pour le revendre à prix d'or aux paysans ukrainiens qui n'en trouvent pas dans leur pays ; elle est protégée dans cette activité par Pavlo Lazarenko, alors directeur de l'administration agricole – et qui accomplira dix ans de prison aux États-Unis pour blanchiment d'argent. Ayant amassé un certain pactole, et profitant des privatisations à la manière de l'époque, elle rachète des compagnies gazières, toujours sous la protection du même Lazarenko devenu ministre de l'énergie,

et réalise une plus-value estimée à 4 milliards de dollars. Elle y gagne le surnom de « princesse du gaz ». Malheureusement, la princesse a un concurrent, Yevhen Chtcherban, autre prince du gaz, et député à l'assemblée. Le malheureux disparaîtra en 1996, criblé de balles. L'enquête traîne en longueur, mais, en 2012, le parquet de Kiev annoncera que Ioulia Timochenko est le premier suspect dans cette affaire.

L'empire de Ioulia s'étend toujours à la fin des années 90, ses « affaires » avec la Russie prospèrent, et son groupe finit par atteindre le chiffre d'affaires annuel de 5 milliards de dollars. Mais la justice tente d'intervenir, les procès pleuvent, et elle accomplit quelques séjours en prison. Pour éviter ce genre d'ennuis, elle parvient à se faire élire député, bénéficiant ainsi de son immunité parlementaire. Son mentor, Lazarenko, est arrêté à New York en 1999. Ioulia n'en continue pas moins sa carrière politico-financière, gagnant toujours plus d'argent, de manière à grimper dans l'échelle politique, et grimpant dans l'échelle politique pour réaliser des contrats toujours plus gros, avec la Russie notamment. Après avoir totalement saboté la présidence de Ioutchenko, elle se présente aux élections présidentielles de 2010, et elle est battue de peu au deuxième tour par Viktor Ianoukovitch. Quelques temps plus tard, elle est arrêtée, jugée pour corruption, et condamnée à la prison ferme. L'ancien président Viktor Ioutchenko viendra témoigner contre elle à son procès, affirmant que les contrats qu'elle avait passés avec des compagnies russes allait handicaper le pays pour neuf années encore. Chacun imaginera ce que ce genre de contrats a pu éventuellement lui rapporter en dessous de table. Elle se bat cependant avec une énergie diabolique, parvient à obtenir le secours de l'union européenne, et à faire passer son procès pour un procès politique. Après le coup d'état de février 2014, elle est libérée d'autorité par le gouvernement provisoire, et on trouve un tribunal pour la blanchir des accusations précédentes ; ce qui démontre une fois de plus que devant la justice ukrainienne on se trouve à peu près dans la situation décrite par La Fontaine : selon que vous êtes d'un bord ou de l'autre, les jugements de cour vous rendent blanc ou noir. Cependant, alors qu'elle était censée être extrêmement malade, elle trouve quand même la force physique pour se lancer de nouveau dans l'élection présidentielle ; mais il n'y a plus grand monde dans le pays pour lui faire confiance, et elle réalise un très faible score.

Celui qui gagne les élections en 2010, Viktor Ianoukovitch, est sans doute beaucoup plus honnête que Ioulia Timochenko, mais beaucoup moins que Viktor Ioutchenko, son prédécesseur. Il n'est pas lui-même un oligarque, mais il est en fait le protégé du plus puissant d'entre eux, Rinat Akhmetov, d'origine tatare, et qui a fait carrière dans le charbon, selon des méthodes tout à fait semblables à celles de Ioulia. Il est considéré comme l'homme le plus riche d'Ukraine. Les dernières estimations de sa fortune oscillent entre 15 et 16 milliards de dollars. Il fut un des concurrents et des adversaires de Ioulia Timochenko, qui lui fit perdre un de ses plus beaux coups quand elle était premier ministre : Akhmetov avait réussi à racheter un groupe sidérurgique ukrainien très important, Kryvorizhstal, pour 800 millions de dollars, grâce à des complicités politiques ; Timochenko fit annuler la vente, et le groupe fut finalement vendu à Mittal pour 4,8 milliards de dollars. La perte pour l'État se montait donc à 4 milliards de

dollars. Les mines de charbon qu'il a réussi à s'approprier se situant pour l'essentiel dans le Donbass russophone, il s'était rangé politiquement plutôt de ce côté-là, mais le vent ayant tourné, il a changé cette année de bord, et soutient désormais la coalition au pouvoir, après avoir été le protecteur de celui que cette même coalition a renversé. Viktor Ianoukovitch lui-même avait été le gouverneur de la région de Donetsk, où se trouve l'essentiel des mines « rachetées » (mais à quel prix ?) par Rinat Akhmetov, qui devait donc être quelque part son obligé. La fortune personnelle de Ianoukovitch avant son élection comme président de la république était probablement assez médiocre ; d'après certaines évaluations, elle dépassait le milliard lorsqu'il a été renversé, quatre ans plus tard. On comprend donc que les accusations de corruption portées contre lui, même si pour l'instant aucune enquête ne les a prouvées, ne semblent pas purement gratuites.

On remarque donc que, depuis la chute de l'URSS, la malheureuse Ukraine n'a pas réussi à faire émerger une classe politique digne de ce nom, que la corruption des dirigeants n'a fait qu'empirer, et que cela a évidemment entraîné comme conséquence que l'économie n'a cessé de s'enfoncer. Or la plus grosse faute d'analyse politique que l'on puisse faire aujourd'hui est de prétendre qu'avec l'arrivée de Petro Porochenko la situation pourrait s'améliorer. Elle ne fait au contraire que s'aggraver de manière catastrophique, car cette fois-ci la présidence est réellement occupée par un des oligarques les plus puissants, et des plus brutaux. Si Ioutchenko était un politique qui ne parvenait pas à maîtriser les oligarques, si Ianoukovitch de son côté était un politique entre les mains d'un oligarque, l'arrivée de Porochenko est le signe de la disparition complète de toute classe politique en Ukraine, le signe que le pays est désormais entièrement entre les mains de la mafia.

Procédant avec les mêmes méthodes que les oligarques déjà décrits, Porochenko s'approprie d'abord les usines de chocolat du pays, ce qui lui vaudra le surnom de « roi du chocolat » ; puis, quand il aura montré une habileté extraordinaire à changer sans cesse de camp politique, le surnom de « lapin en chocolat ». Ensuite, il diversifie ses activités, s'étend dans l'automobile et la construction navale, et enfin s'empare d'une importante chaîne de télévision du pays, Canal 5. Comme Timochenko, il éprouve le besoin de se doter d'une immunité parlementaire, et il se fait élire comme député en 1998. Sa tactique consistera ensuite à toujours soutenir le gouvernement en place, de manière à ne jamais manquer de protection politique. Ayant très bien mené lui-même ses propres affaires, il se trouve piégé lorsqu'il tente d'aider un ami à racheter pour 80 millions une entreprise d'État qui vaut 1 milliard. Un temps écarté, il revient, obtient la direction du conseil de la banque d'Ukraine, et sera ministre aussi bien de Ioutchenko que de Ianoukovitch. Jusqu'en 2013, il s'occupait essentiellement de ses affaires personnelles, extrêmement prospères, et sa carrière politique n'était qu'un accessoire destiné à lui éviter tout ennui avec la justice. Et puis en 2014, il a décidé de passer à la vitesse supérieure, en y mettant les moyens.

Les médias officiels présentent les événements de février 2014 et des mois qui ont suivi sous un jour qui n'a pas grand-chose à voir avec la réalité. Les manifestations à Kiev auraient été populaires et spontanées, motivées par le refus du président Ianoukovitch de signer un accord de libre-échange avec l'union européenne ; la police, sur l'ordre du président, aurait tiré sur la foule faisant une centaine de morts. Le Parlement aurait alors décrété, le plus légalement du monde, la déchéance du président, et instauré un gouvernement provisoire en attendant de nouvelles élections. Serait alors sorti de l'ombre l'homme providentiel, qui allait gagner cette élection, Petro Porochenko. Celui-ci serait partisan de l'union européenne, contrairement à son prédécesseur qui aurait été pro-russe. Il tenterait de redresser le pays, mais serait gêné en cela par la Russie, qui aurait d'abord annexé la Crimée, puis soutiendrait des « terroristes » dans l'est du pays, lesquels mèneraient des actions militaires pour déstabiliser tout le pays. Cette manière de présenter les événements relève tout simplement de la légende.

Commençons par un point essentiel : cette prétendue opposition entre pro-occidentaux et pro-russes qui cliverait la politique ukrainienne. Ça n'existe tout simplement pas : depuis la chute de l'URSS, tous les gouvernements ukrainiens, quelle que soit leur couleur, ont recherché l'alliance de l'Union Européenne, y compris les tout premiers qui étaient encore d'inspiration soviétique. Il n'y a pas de parti qui ne soit pas pro-européen en Ukraine. D'autre part, mis à part les partis d'extrême droite d'inspiration néonazie, qui sont entrés aujourd'hui dans le gouvernement, il n'y avait pas non plus de parti antirusse, pour la bonne raison que l'Ukraine est dans l'impossibilité absolue sur le plan économique de se passer de son partenariat avec la Russie, dont elle dépend totalement pour des points essentiels, comme le combustible nucléaire. D'ailleurs, jusqu'à ces événements qui sont venus tout perturber, la Russie elle-même était franchement pro-européenne, participant de plus en plus aux diverses institutions, et multipliant les liens économiques avec l'Europe. Ce qui est vrai, mais qui n'est pas du tout la même chose, c'est que le clivage linguistique entre ukrainophones et russophones structure effectivement la vie politique, comme nous l'avons déjà vu, et que les partis nationalistes d'extrême droite sont violemment antirusses. On s'appuie sur le fait que Ianoukovitch a refusé de signer le dernier traité que lui proposait l'union européenne pour voir en lui un pro-russe anti-européen, mais ce traité était effectivement très désavantageux pour l'Ukraine, et aucun des gouvernements précédents ne l'aurait signé de toute manière. J'expliquerai un peu plus loin pourquoi, mais disons tout de suite que ce que réclamaient les Ukrainiens et les Russes ensemble, c'était un traité commun négocié à trois, qui tienne compte des accords déjà existants entre l'Ukraine et la Russie, et qui soit avantageux pour tout le monde. On voit donc clairement qu'il n'était pas question du tout pour Ianoukovitch de choisir entre l'Europe ou la Russie, puisque de toute manière la Russie voulait la même chose que l'Ukraine.

Deuxième point, on fait semblant de croire que les manifestations auraient été populaires et spontanées ; on veut persuader que c'est la voix du peuple qui s'est exprimée. En réalité, il s'agit bien d'un coup d'Etat, préparé, organisé, et financé par

Porochenko lui-même. Sur un ton absolument candide, la chaîne de télévision ukrainienne qui lui appartient, Canal 5, assurait que la popularité de son propriétaire lui venait de la générosité dont il avait fait preuve au moment des événements, en offrant de la nourriture, du bois de chauffage, des équipements contre le froid, aux malheureux manifestants qui n'auraient évidemment pas tenu le coup en plein hiver pendant des jours sur cette place. Porochenko serait un pur philanthrope, et c'est pour cela qu'il aurait été élu. On peut sans doute interpréter tout cela dans un autre sens, et voir dans le fait que c'est le même homme qui a d'abord dépensé l'argent sans compter pendant les manifestations et qui ensuite a gagné les élections une toute autre relation de cause à effet. C'était la méthode employée par Hitler, et reprise également aujourd'hui en Grèce par le parti néonazi *Aube dorée*.

D'autant plus que le rôle essentiel dans ce coup d'Etat a été joué par des militants d'extrême droite, issus du parti néonazi *Svoboda* (liberté) – qui s'appelait, jusqu'en 2005, « parti social-nationaliste » - ou des rangs des milices du Secteur Droit. A voir la manière dont ils ont été traités ensuite par Porochenko, on peut dire qu'ils ont été très largement payés de leur service, avec l'argent de l'Etat évidemment. Ces mouvements néonazis sont directement issus des mouvements nationalistes dont j'ai déjà parlé et qui se sont développés essentiellement avant et pendant la deuxième guerre mondiale. Ils véhiculent aujourd'hui une idéologie nauséabonde, et totalement hors du temps et de l'actualité. Leur vision de l'histoire affirme que cette guerre a été perdue par l'Occident, puisque gagnée par l'URSS, et ils s'inscrivent dans une vision revancharde, s'imaginant qu'il leur appartient de provoquer la troisième guerre mondiale de manière à vaincre la Russie, qu'ils identifient toujours à l'URSS. C'est un discours qui prend auprès de bandes de jeunes désœuvrés, confrontés au chômage et à la pauvreté, sinon à la misère, qui ont une connaissance de l'histoire et de la politique extrêmement limitée, et qui trouvent une forme de fierté et de raison de vivre en occupant leur journée à parader en treillis militaires, la tête couverte d'une cagoule, et en agitant des drapeaux frappés de symboles néonazis. Ces groupes étaient interdits sous le gouvernement précédent, ils vivaient dans la clandestinité, et ne pouvaient guère se payer d'autres armements que des bâtons.

Et voilà qu'ils apparaissent au moment des manifestations, en assez grand nombre, et surtout munis d'un véritable arsenal, fusils à lunette, fusils d'assaut, pistolets ; ils investissent l'hôtel Ukraina près de la place Maïdan, à partir duquel ils vont monter leurs opérations. Ce sont eux qui vont ouvrir le feu sur la police, pour l'obliger à répondre, et sur les manifestants eux-mêmes, ce qui fera plus de 100 morts. Qui a monté l'opération, qui en a donné l'ordre, qui l'a financé ? On peut s'en faire une idée en observant ce qu'ils sont devenus après l'élection de Porochenko : les membres de ces milices ont été intégrés par milliers dans une prétendue « garde nationale », dont personne n'avait besoin, et qui leur fournit armes et salaires. L'un de leurs chefs, Vadim Troyan, personnage ouvertement néonazi, a été nommé à la tête de la police de Kiev. Un autre, Oleksandr Muzychko, qui avait le malheur de parler beaucoup trop fort, de filmer ses interventions brutales, et de les mettre sur YouTube, a été arrêté par la police, menotté,

et a pris deux balles dans le cœur, le 24 mars. La justice ukrainienne a rapidement conclu à un suicide. Ce Muzychko avait pris pour pseudonyme Sachko Bely, c'est-à-dire « le blanc », pour bien préciser ses opinions racistes. Il assurait que le but de sa vie était de tuer le plus de communistes, de Juifs, et de Russes possibles. Ce n'est pas cela qui l'a empêché d'être recruté par les organisateurs du coup d'Etat. Par contre, il avait le défaut d'apprécier la célébrité et le pouvoir ; il aimait parler en public et communiquer sur Internet, et il formulait des exigences politiques qui ne cachaient pas le rôle qu'il avait personnellement joué dans le renversement de Ianoukovitch ; il semblait tout à fait capable d'aller raconter à tout le monde ce qu'il avait fait exactement, et sur les ordres de qui, s'il n'obtenait pas pleinement satisfaction. Voilà donc ce qu'ont récolté ces milices néonazies après l'élection de Porochenko : des salaires, des postes, et des armes, pour ceux qui savent rester discrets, et deux balles dans le cœur pour les bavards. Lors de la dernière visite à Kiev du vice-président américain Joe Biden, Porochenko a été pris à partie sur la place Maïdan par des habitants de la ville, furieux que l'enquête sur l'origine des tirs au moment des événements n'ait toujours pas commencé sérieusement. On peut penser qu'elle va encore traîner en longueur un certain temps. Le procureur Oleg Machnitski, étant lui-même membre du parti Svoboda, mène l'enquête à sa manière.

Voilà donc les organisations d'extrême droite parvenues dans les sphères du pouvoir. Ihor İosypovytch Teniouxh, membre du parti néonazi Svoboda, est nommé ministre de la défense par Arseni Iatseniouk. Ces organisations vont immédiatement passer à l'action, pour tenter de mettre en œuvre le point essentiel de leur programme : entraîner le monde occidental dans une guerre contre la Russie. Heureusement, elles n'auront pas tout à fait les mains libres, car un des premiers objectifs déclarés de Dmytro Yarosh, le leader de Svoboda, était de faire sauter tous les gazoducs, en tâchant de faire porter la faute sur la Russie, pour l'accuser de vouloir étrangler l'économie européenne. S'inspirant des méthodes des chemises brunes dans les années 30, les partisans du Secteur Droit se lancent dans des provocations épouvantables : à Odessa, ils s'en prennent à des militants d'associations culturelles pour la défense de la langue russe, et les contraignent à se réfugier dans un bâtiment, qu'ils attaquent ensuite à coups de cocktails Molotov ; plus d'une centaine de personnes seront brûlées vives. La justice ukrainienne fait semblant de ne pas distinguer les agresseurs des agressés, comme s'il s'agissait d'une sorte de bagarre générale, dans laquelle tout le monde serait plus ou moins coupable. La vérité n'est pourtant pas difficile à comprendre, quand on constate que toutes les victimes, sans exception, se trouvent uniquement dans le camp des russophones, et que les militants antirusse n'habitaient pas Odessa. Le but de ce genre d'action était de provoquer la Russie, et de la contraindre à intervenir militairement pour protéger les populations russophones ; l'intervention russe aurait alors été présentée comme une agression gratuite, et une invasion militaire nécessitant l'intervention des pays occidentaux. La Russie a d'ailleurs failli tomber dans le piège, et a commencé à masser des troupes à la frontière ; le gouvernement s'est ensuite ravisé et a changé de tactique.

D'autres agressions du même genre contre les russophones ont lieu dans les deux plus grandes villes du Donbass, Donetsk et Lougansk ; des miliciens ouvrent le feu directement sur la population, en plein centre-ville, et abattent de simples passants. La télévision ukrainienne rapporte ensuite que ce sont des terroristes pro-russes qui ont attaqué des militaires ukrainiens. Mais des passants ont filmé la scène avec leur portable, et les images, diffusées sur YouTube et reprises par la télévision russe, ne laissent aucun doute sur la réalité des événements : ce sont bien des miliciens revêtus de tenues militaires ukrainiennes, avec des armes professionnelles, qui ont tiré sur des civils. Toutes ces provocations auraient pleinement justifié une intervention militaire de l'ONU, avec l'envoi de casques bleus. Mais les gouvernements occidentaux tiennent absolument à soutenir le nouveau pouvoir ukrainien, (j'expliquerai pourquoi dans la suite), font semblant de ne rien savoir, et ferment les yeux. Ils espèrent eux aussi que l'armée russe va intervenir, tout en affirmant le contraire.

Ces provocations sont d'ailleurs essentiellement le fait de ces groupes néo-nazis, financés par les oligarques ; car, contrairement à ce que laissent penser les médias occidentaux, l'armée régulière ukrainienne n'est que très peu impliquée dans ces actions ; elle refuse massivement d'y aller ; d'une part parce que les militaires ukrainiens ont dans l'ensemble d'assez bonnes relations avec les Russes, d'autre part parce qu'il s'agit là d'un sale boulot qui n'a rien à voir avec leur vocation ; leur travail est de défendre les frontières, pas d'aller tirer sur des civils. Cela explique en particulier la valse des ministres de la défense qui se succèdent à un rythme particulièrement rapide, on en est déjà au quatrième : aucun d'entre eux ne parvient à se faire obéir des militaires.

Les « bataillons » formés par les groupes néo-nazis, sont en tout une demi-douzaine ; il s'agit essentiellement des bataillons Azov (qui a pour symbole le *wolfsangel* de la division SS *Das Reich*), Aïdar, Donbass, Dniepr-1 et Dniepr-2 qui sont financés en particulier par le gouverneur de la région de Dniepropetrovsk Igor Kolomoïski, oligarque ukrainien classé deuxième fortune du pays. Ce curieux personnage a trois nationalités, malgré l'interdiction en Ukraine d'avoir une double nationalité, mais il déclare tranquillement à la télévision que seule la double est interdite, pas la triple. Il est ukrainien, israélien, et chypriote, cette dernière nationalité permettant de localiser son compte en banque. Sa russophobie est développée à un point tellement maladif qu'il subventionne largement le bataillon Azov, dont les chefs déclarent publiquement que leur objectif est la mort de tous les communistes, Russes, et ... Juifs. La démente particulière de ce personnage est révélatrice de la folie que font aujourd'hui régner sur l'Ukraine les théories ultranationalistes de ces groupes, qui par ailleurs ne représentent qu'un poids électoral extrêmement léger ; aux dernières élections, qui relevaient de la farce tant elles étaient sous le contrôle du pouvoir, ils n'ont pas atteint les 7% tout compris, alors qu'ils ont eu tout loisir de magouiller autant qu'ils voulaient. Mais vu le rôle qu'ils ont joué dans les événements de février, le gouvernement leur laisse carte blanche.



De fait, la Russie se trouve dans l'impossibilité absolue de ne pas intervenir, car les miliciens d'extrême droite ne rêvent que d'une chose : porter la guerre sur son territoire. Pourvus de tout un arsenal militaire par le nouveau gouvernement, chars d'assaut, mortiers, etc., ils se sont approchés suffisamment de la frontière pour parvenir à bombarder un jour Rostov-sur-le-Don, faisant un mort. Il est donc absolument nécessaire de les tenir à distance, et la Russie n'a pas d'autre solution que de soutenir militairement le mouvement indépendantiste qui est en train de se développer dans la région du Donbass, mais de le soutenir le plus discrètement possible, car il n'est pas question pour elle d'entrer véritablement en guerre.

Toute une propagande cherche aujourd'hui à persuader les Occidentaux que la Russie envahit effectivement l'Ukraine ; on trouve ainsi dans un éditorial du New York Times l'affirmation suivante : « la Russie a envahi l'Ukraine » sans autre restriction. C'est encore une fois de la grossière propagande de guerre. Il est effectivement très probable que la Russie fournit un soutien militaire aux indépendantistes, ce qui est nécessaire pour protéger ses propres frontières, mais également pour éviter un bain de sang. Si les milices néonazies pouvaient pénétrer librement dans le Donbass, ce serait un carnage. Mais la prétendue invasion de l'Ukraine par des colonnes de chars russes relève complètement du cinéma : si toutes les déclarations successives à ce sujet étaient exactes, il y aurait aujourd'hui plus de 5000 chars russes en Ukraine, et plus personne ne pourrait circuler ! La dimension des mensonges du gouvernement ukrainien à ce sujet laisse sans voix ; un jour, leur porte-parole annonce qu'une importante colonne de chars russes est entrée dans le pays, et a été immédiatement détruite par les forces ukrainiennes ; l'OTAN se précipite pour confirmer ; le lendemain, les journalistes occidentaux recherchent les débris de la colonne en question sur le terrain : il se trouve qu'il n'y a absolument rien, et que l'information a été inventée de toutes pièces ; d'ailleurs le jour même, le ministère ukrainien de la défense la retire de son site Internet. Cela n'empêche pas le gouvernement de multiplier les accusations fantaisistes, et l'OTAN de confirmer. Un autre jour, c'est le ministre de la défense qui va jusqu'à déclarer, à la télévision ukrainienne, que l'armée russe aurait utilisé la bombe atomique dans le Donbass ! Cette fois, l'OTAN ne confirme pas, mais ne prend pas non plus la peine de relever l'énormité du mensonge.

Revenons à l'action du gouvernement provisoire ; celui-ci, bien qu'il n'ait aucune autorité légale, prend des mesures ultranationalistes visant une fois de plus à provoquer les russophones qui sont autant de déclarations de guerre ; premièrement, il interdit l'usage de la langue russe dans les écoles et l'administration, alors que c'est la langue de la moitié de la population, et d'autre part, il prétend démettre de ses fonctions le président du conseil des ministres de Crimée ; ces deux décisions sont absolument inconstitutionnelles. Tout ceci provoque donc la réaction immédiate de l'assemblée ; Serguei Aksionov remplace Anatoli Moguiliiov au poste de président du conseil des ministres, et refuse évidemment de se soumettre : il ordonne immédiatement un référendum en posant la question de l'indépendance. La petite république a toutes les raisons du monde de quitter l'Ukraine : premièrement, son rattachement à l'Ukraine

était inconstitutionnel, et elle ne l'a jamais admis ; deuxièmement, elle n'a aucune raison d'admettre la légitimité du coup d'Etat qui a eu lieu à Kiev, ni le renversement d'un président pour lequel elle avait voté à une large majorité ; troisièmement, l'interdiction de la langue russe, qui concerne également la langue tatare, est une atteinte grave à ses prérogatives, puisque sa constitution dit clairement qu'elle est seule compétente en la matière ; quatrièmement, la tentative de destitution du président de la république relève de la volonté d'anéantir la république, et rompt de fait tous les accords entre la Crimée et l'Ukraine ; cinquièmement, la population a tout à craindre de la nomination au gouvernement d'individus issus d'un parti raciste et néonazi, qui ne rêvent que d'en découdre avec la population russe. À tout cela il faut ajouter que la situation économique de l'Ukraine est désastreuse, et que celle de la Russie est bien meilleure. Retourner à la Russie, c'est non seulement retrouver la mère patrie, mais en plus s'assurer des perspectives de développement économique beaucoup plus favorables.

Les autorités ukrainiennes, suivies en cela par toute la presse occidentale, affirment sans vergogne que la Russie a envoyé des chars pour forcer les gens à voter pour l'indépendance ; c'est à peu près aussi ridicule que de raconter que l'Italie enverrait sa flotte en Méditerranée pour contraindre les Libyens à venir chez elle. La réalité est que la situation économique de l'Ukraine est telle que nombreux sont les Ukrainiens qui cherchent à émigrer, en particulier en Russie où ils sont plus de 4 millions, alors que celle-ci est le deuxième pays au monde après les États-Unis à attirer le plus grand nombre d'immigrés. Du moment que la Russie était d'accord pour les accueillir, les Criméens auraient été fous de laisser passer une pareille occasion. À titre d'exemple, les retraites des Criméens, alignées sur celles des Russes, ont doublé du jour au lendemain. Parmi les absurdités présentées par les chaînes de télévision occidentales, on relèvera entre autres les couples pathétiques sur le sort futur des malheureux Tatars, qui étaient censés redouter particulièrement leur intégration dans la Russie, comme s'ils risquaient, comme au temps de Staline, une nouvelle déportation. En réalité, les Tatars, comme les Russes, avaient tout à redouter du nouveau gouvernement de Kiev, qui voulait interdire leur langue de la même manière que le russe. Mais évidemment, pour le gouvernement de Kiev, comme pour la presse occidentale, il est absolument impensable d'avouer que les Russes peuvent préférer vivre dans leur pays que sous un gouvernement soi-disant « pro-européen ».

## IX. L'interventionnisme de l'Europe et des États-Unis

Venons-en maintenant au rôle joué par l'Europe et les États-Unis dans cette crise ukrainienne, à leur mode d'action, et à leurs motivations.

Jusqu'à la fin 2013, l'Europe avait parfaitement admis que l'Ukraine ne pouvait pas être traitée comme un État totalement détaché de la Russie ; ses relations avec cette dernière étaient d'ailleurs très bonnes, et la coopération entre l'est et l'ouest du continent européen se développait non sans quelques difficultés certes, mais dans un climat général de confiance, de coopération, et de perspectives d'intégration. Il en était de même avec l'OTAN, que la Russie avait même invitée un jour à défiler sur la place rouge. L'OTAN et la Russie se livraient fréquemment à des manœuvres communes, et la guerre froide devenait de l'histoire ancienne. Pourtant, début 2014, tout change complètement, et l'Europe prétend détacher totalement l'Ukraine de la Russie, alors que jusque-là tout le monde admettait parfaitement qu'il ne pouvait en être question ; on accuse la Russie de tous les maux de la terre, et on se lance dans une véritable guerre politico-économique. Que s'est-il donc passé ?

En fait, si l'Europe a changé d'attitude, c'est sous la pression des États-Unis. À l'époque de la guerre froide, Américains et Russes avaient développé des arsenaux nucléaires monstrueux, qui existent toujours, et qui sont sans nul doute le plus grand danger qui puisse aujourd'hui menacer la planète. La construction de ces arsenaux avait donné lieu à une course aux armements aussi absurde que ruineuse, sans aboutir à rien d'autre que chacun des deux États se retrouve à la tête d'un stock de 10 000 têtes nucléaires, et d'une puissance qui réduit la bombe d'Hiroshima à un feu d'artifice. Avec l'arrivée de Gorbatchev au pouvoir, le climat a changé, s'est détendu, et des accords de limitation des stocks ont été signés. Puis, avec les années 90 et l'effondrement de l'URSS, les Américains ont pu croire un moment que la faillite économique de leur adversaire allait réduire ses capacités militaires comme une peau de chagrin, de telle sorte qu'ils resteraient la seule superpuissance militaire de la planète. Dès lors, ils pouvaient faire la loi comme bon leur semblait, comme l'ont démontré d'ailleurs les interventions en Yougoslavie, au Koweït, en Afghanistan, en Irak, et maintenant en Syrie. Mais voilà : depuis le début des années 2000, la Russie s'est redressée économiquement et financièrement. Son budget est généralement excédentaire, ses stocks de devises se sont reconstitués de manière impressionnante, sa balance commerciale dégage des excédents copieux. Et du coup, son budget militaire se redéveloppe lui aussi. D'autre part, pendant les années de crise, si la Russie a fermé quantité de régiments d'infanterie, de chars d'assaut, etc., et si elle a réduit ses capacités d'invasion de manière drastique, d'un autre côté, elle a conservé tous ses bureaux d'études militaires, et la recherche sur l'armement n'a jamais ralenti, de sorte qu'aujourd'hui la technologie militaire russe est à un niveau exceptionnel. Les derniers modèles d'avions de chasse Soukhoï par exemple sont de loin les meilleurs du monde. Tant que la Russie n'avait pas les capacités industrielles de les construire en grande quantité, cela n'inquiétait personne ; mais cette capacité est

désormais en passe d'être retrouvée. Le budget militaire russe augmente de 25% en 2013, et encore de 18% en 2014. Il est prévu une enveloppe d'environ 500 milliards \$ sur 10 ans pour la modernisation de l'appareil de production industrielle.

Vladimir Poutine a fait remarquer que le budget russe, de 87 milliards de dollars, est 7 fois inférieur au budget américain qui dépasse les 640 milliards. Si les chiffres sont justes, la réalité qu'ils recouvrent est un peu différente. D'abord, parce qu'il y a toute une part du budget militaire russe qui est totalement occulte, qui n'apparaît nulle part dans aucune comptabilité. Il s'agit là d'un héritage de Staline : celui-ci, comprenant qu'une crise économique grave serait à même de mettre en danger le potentiel militaire du pays, a mis en place tout un complexe militaro-industriel qui peut vivre quasiment en autarcie, et qui ne dépend que peu du budget de l'État. Ce complexe possède ses propres champs de pétrole, ses mines, ses usines, ses ingénieurs, ses ouvriers, qui sont logés, chauffés, etc., à très faible coût, avec un fonctionnement hérité du communisme, et ce système peut fonctionner avec relativement peu d'argent. C'est ce qui a permis à ce complexe de continuer à travailler même pendant les pires années de la période Eltsine ; il est arrivé qu'aucune paye ne parvienne pendant neuf mois d'affilée, et que les usines tournent quand même. Comment faut-il chiffrer aujourd'hui, en dollars, la production de ce complexe, personne évidemment ne peut le savoir, mais les coûts ne sont de toute façon pas comparables à ceux des USA. Deuxièmement, la solde moyenne du militaire russe, dont beaucoup sont des appelés du contingent, est bien moins élevée que celle de son collègue américain, dont le coût s'élève à 130 000 \$ par an. Troisièmement, l'industrie américaine de l'armement est aux mains d'entreprises privées, qui ne se privent pas de réaliser de confortables bénéfices, et le budget militaire sert à arroser une couche assez large de la société. Quatrièmement, l'armée américaine possède un grand nombre de bases à l'étranger, et se livre à de très nombreuses opérations qui coûtent extrêmement cher ; elle dépense dans les 180 milliards de dollars en opérations et en maintenance. Les capacités d'armement des deux États ne se situent donc pas du tout dans une proportion de un à sept. Encore quelques années de progression pour la Russie, et elles pourraient devenir comparables. Les États-Unis auraient dès lors de nouveau besoin de l'autorisation de la Russie pour se lancer dans des opérations extérieures. Imaginons par exemple qu'elle aille aujourd'hui fournir des systèmes BUK (ceux dont on dit qu'ils auraient servi à abattre l'avion malaisien au-dessus du Donbass) à la Syrie ; chacun de ces systèmes, qui sont très mobiles, permet d'abattre huit avions de combat toutes les cinq minutes ; cela changerait très certainement la donne pour l'armée américaine.

C'est pour cela que les États-Unis ont pris la décision très ferme, fin 2013, de casser la Russie économiquement. Mais pour comprendre le fondement de leur stratégie, il faut remonter un peu en arrière et préciser quelques points sur la situation économique de ce pays. Après quelques années très fortes, la croissance de la Russie s'est ralentie, au point de devenir assez faible. La cause fondamentale est structurelle. Pendant des années, du fait de la pauvreté, la démographie russe a connu des années noires ; le pays a perdu jusqu'à un million d'habitants par an ; le taux de fécondité s'était effondré, et

l'émigration était forte. Au cours des années 2000, avec l'amélioration de la situation économique, la population s'est stabilisée ; le taux de fécondité est remonté, et le pays a même pu bénéficier d'une très forte immigration. Cependant, la population vieillit, et la croissance économique, pour être soutenue, a besoin de main-d'œuvre. Or le taux de chômage est déjà très faible. De plus, l'immensité de l'espace russe entraîne un coût très élevé des infrastructures et de leur entretien. La densité de la population est une des plus faibles du monde, 8,4 habitants au kilomètre carré, alors que l'Allemagne est à 225. La sous population du pays constitue donc un problème crucial : sans un apport important en hommes, la Russie aura bien du mal à maîtriser son espace, à exploiter ses richesses, et à maintenir un taux de croissance élevé. C'est pour cela entre autres qu'elle n'a cessé de faire appel à des entreprises du monde entier pour pouvoir exploiter tout ce qui se trouve dans son sous-sol. Loin de chercher à envahir ses voisins, la Russie aurait plutôt besoin d'être envahie elle-même.

C'est donc en particulier parce que le pays se trouve confronté à ce manque de population que Vladimir Poutine a pensé recréer une union entre la Russie et les anciens membres de l'URSS, dont la situation économique est généralement catastrophique. Cette union s'appelle l'Union Economique Eurasiatique, et a pour modèle déclaré la construction européenne. Son but est de rassembler autour de la Russie des populations qui lui sont culturellement proches, et de développer une coopération économique qui permette à l'économie russe de trouver un second souffle, et à l'économie de ces pays de se sortir de la misère. De ce point de vue, c'est évidemment l'Ukraine qui intéressait le plus la Russie, et qui avait elle-même le plus intérêt à adhérer. Les 45 millions d'Ukrainiens sont fondamentalement russes sur le plan culturel, ils sont russophones pour la plupart, leur niveau d'éducation est bon, les ingénieurs Russes et ukrainiens travaillent sur des technologies communes et ont l'habitude de coopérer dans tous les domaines : pétrole, gaz, nucléaire, armement, etc. La Russie a des richesses naturelles et a accumulé des capitaux, mais elle a besoin de main-d'œuvre qualifiée, alors que les entreprises ukrainiennes ont besoin de travail et de débouchés ; ils ont donc toutes les raisons de travailler ensemble.

Mais voilà : aux États-Unis cette union est jugée franchement dangereuse ; le gouvernement américain y voit une tentative de reconstituer l'URSS telle qu'elle existait au temps du communisme. Une telle vision est évidemment une absurdité, mais les déclarations d'Hillary Clinton à ce sujet en décembre 2012 montrent très clairement sa façon de penser : « Cela ne portera pas le nom d'URSS. Cela portera le nom d'union douanière, d'Union économique eurasiatique etc., mais ne nous y trompons pas. Nous en connaissons les buts et nous essayons de trouver le meilleur moyen de le ralentir ou de l'empêcher. » Ce meilleur moyen, les Américains l'ont trouvé : il consiste à briser l'Ukraine en portant au pouvoir des mafieux pour la ruiner, et des ultranationalistes qui déclenchent la guerre civile. On fait croire à la population de l'Ukraine qu'on veut l'aider à se sortir de l'emprise russe pour l'intégrer dans l'Europe, alors qu'en réalité il n'est absolument pas question du tout de l'intégrer, il s'agit seulement de la ruiner et de la briser, pour qu'elle ne puisse pas participer à la croissance de la Russie en adhérant à

l'union eurasienne ; ne pouvant atteindre la Russie elle-même, les États-Unis cherchent à briser ses alliés naturels. Dans cette stratégie, ils se servent surtout de l'Europe, et particulièrement d'Angela Merkel.

Jusqu'en 2012, la chancelière d'Allemagne avait toujours eu soin de respecter la Russie et ses intérêts, l'Allemagne développant avec celle-ci des liens économiques très importants, et l'Europe ne proposait rien à l'Ukraine qui soit susceptible de nuire à son grand voisin. Tout change en 2013, et le contrat que l'Allemagne, au nom de l'Europe, propose à Kiev est d'une nature complètement différente de ce qui avait été proposé jusque-là. Il s'agit d'une union douanière qui autoriserait la libre circulation des marchandises entre l'Europe et l'Ukraine. Ce contrat, qui a l'air de vouloir ressembler à un début d'intégration, est en fait assez peu avantageux pour l'Ukraine, dont les entreprises seraient absolument incapables de supporter la concurrence avec les européennes ; le pays serait envahi par les produits européens, sans que cela renforce ses exportations, et la balance commerciale, déjà très mauvaise, deviendrait catastrophique. Il est vrai que l'Europe s'engage à faciliter les investissements des entreprises européennes en Ukraine en échange. Mais voilà : ce contrat est absolument incompatible avec ceux déjà signés entre l'Ukraine et la Russie, qui se trouvent déjà dans une union douanière. Si l'Ukraine signait ce contrat, les produits européens pourraient entrer en Russie sans aucune limite et sans aucune taxe, ce que celle-ci ne saurait tolérer. Elle prévient donc l'Ukraine, si elle entre dans une union douanière avec l'Europe, il lui faudra quitter l'union douanière avec la Russie. À ce prix-là, le contrat européen ne présente plus aucun intérêt ; Angela Merkel le sait parfaitement, mais elle ne change pas d'avis, et ne propose rien d'autre.

Il y a d'ailleurs quelque chose de particulièrement étonnant dans l'attitude d'Angela Merkel qui avait développé jusque là d'excellentes relations avec la Russie et V. Poutine en particulier. D'un seul coup, elle a changé totalement, affirmant dès le départ la nécessité des sanctions, même si l'Allemagne devait en payer le prix fort. Son argumentation a atteint véritablement le délire quand elle a accusé Poutine de menacer militairement les Balkans. Elle poursuit d'ailleurs cette politique en dépit de l'opposition de tous les industriels du pays, ainsi que des trois chanceliers qui l'avaient précédée. Son attitude est particulièrement étonnante quand on voit la manière dont elle a réagi face au scandale des écoutes téléphoniques : l'Allemagne a appris que la NSA surveillait l'ensemble des communications du pays, et que le propre portable d'Angela Merkel était sur écoute. Scandale énorme dans tout le pays et dans tous les journaux ; réaction de la chancelière ? Tout va bien, et il n'y a rien à dire ; elle a réagi comme si elle le savait depuis longtemps, et l'acceptait volontiers. En plein scandale, elle part même seule aux USA pour rencontrer Barack Obama en tête à tête. Tout ceci fait qu'on ne peut pas s'empêcher de penser qu'il y a quelque chose de bizarre dans les relations entre la chancelière et le gouvernement américain.

Revenons à Ianoukovitch : celui-ci se trouve dans la nécessité de choisir entre le contrat de l'Europe et celui de la Russie ; ce dernier étant d'une nécessité vitale pour son pays, il renonce au contrat avec l'Europe.

Les États-Unis tiennent maintenant un bon prétexte pour déclencher leur coup d'Etat. Il faut cependant prendre une précaution : s'assurer de la neutralité de la France dans cette affaire ; il ne faudrait pas que François Hollande, à l'instar de Jacques Chirac à l'époque de la guerre en Irak, ne vienne jouer le trouble-fête. C'est pourquoi, début février, le président français est invité à une visite d'État aux États-Unis, avec tous les honneurs. La presse française se focalise sur des sujets particulièrement importants comme le plan de table, en l'absence de Valérie Trierweiler, mais personne ne se demande pourquoi Barack Obama éprouve ainsi le besoin soudain de dîner avec François Hollande. On comprendra plus tard, une fois passé le mois de février.

Porochenko peut donc passer à l'action : gros employeur du pays, et propriétaire de la chaîne de télévision Canal 5, il lui est assez facile d'organiser toute une propagande contre le président, et de provoquer des manifestations importantes ; il fixe ensuite les manifestants sur la place en assurant l'intendance : nourriture, chauffage, équipement, etc. Il rallie à sa cause les milices du Secteur Droit, dont les membres n'ont vraiment rien de mieux à faire, et il leur fait offrir un grand hôtel comme quartier général, ainsi que des armes de guerre. Il n'y a plus qu'à les laisser faire : ces jeunes écervelés, à la tête farcie de discours ultranationalistes et de propagande néonazie, ne peuvent résister à la tentation de tirer sur la police, qui réplique à son tour, et sur les manifestants. Le bilan sera d'à peu près 18 morts d'un côté et de plus d'une centaine de l'autre. On a évidemment choisi la période des jeux olympiques, pour que tout le monde regarde ailleurs, et un jour où le président était absent. Les amis de l'oligarque jettent la panique dans l'assemblée, font voter la déchéance du président, et mettent en place un gouvernement de transition. L'opinion publique est dressée à mort par la télévision de M. Porochenko contre ce président assassin, et croit vraiment qu'une révolution populaire vient de le renverser. Le coup d'Etat a parfaitement fonctionné.

Arseni Iatseniouk est nommé premier ministre ; arrêtons-nous un instant sur ce personnage : contrairement à Porochenko, ce n'est pas un oligarque, et il a une véritable formation d'économiste ; sa carrière a été essentiellement politique, mais il bénéficie évidemment de soutiens financiers très importants ; en 2010, il s'était présenté aux élections présidentielles, et le coût de sa campagne se serait élevé à plus de 60 millions de dollars ; malgré cela, il ne franchit pas la barre des 7 % ; c'est dire la popularité dont il bénéficie dans son pays. Il est clairement l'homme de Washington, comme l'a démontré la conversation téléphonique interceptée entre Victoria Nuland et Geoffrey Pyatt, l'ambassadeur des USA à Kiev ; on peut dire qu'il a été nommé par le département d'Etat américain avant même le début du coup d'Etat. C'est dans cette même conversation que l'assistante du secrétaire exprime tout l'intérêt et toute la considération qu'elle a pour les Européens (*fu.. the European*). Mais la caractéristique principale du personnage, outre ses théories néo-nazies déjà signalées, est sa russophobie qui atteint à la

paranoïa ; il s'est par exemple mis en tête de faire construire un mur tout le long de la frontière avec la Russie, avec l'idée d'empêcher ainsi une éventuelle invasion militaire ! Il a dû apprendre la stratégie dans un manuel du Moyen Âge.

Cependant, la palme d'or de la finesse politique revient au nouveau maire de Kiev, l'ancien champion de boxe Vitali Klitschko : celui-ci s'est rendu en Allemagne pour demander de l'aide, expliquant aux dirigeants allemands qu'il appréciait particulièrement leur expertise en matière de murs !

Un autre personnage particulièrement intéressant dans la bande des auteurs du coup d'état est Oleksandr Tourtchynov, qui prend la présidence de l'assemblée nationale, la Rada. En plus de ses fonctions politiques, celui-ci est également le « pasteur » d'une secte évangélique américaine ; comprenez : un agent de la CIA, et un authentique Tartuffe. Les États-Unis font pleinement confiance à ce mafieux de Porochenko ainsi qu'à ses sbires néonazis, mais ils préfèrent quand même avoir leurs propres hommes dans la place. Et comme cela ne suffit d'ailleurs pas, Porochenko a dû nommer très récemment comme ministre de l'économie une Américaine - d'origine ukrainienne, Natalie Jarensko. Quant au vice-président Joe Biden, il a placé son fils Hunter au conseil d'administration de *Burisma Holdings*, le plus important producteur privé de gaz du pays. Mais il ne faut surtout pas y voir une forme d'ingérence des États-Unis dans les affaires ukrainiennes.

La raison d'être de ce coup d'Etat, il faut bien le comprendre, n'était absolument pas de donner au pays un supplément de démocratie, bien au contraire ; dans une dictature, un coup d'Etat peut avoir pour fonction de renverser la dictature ; dans une démocratie, il ne peut servir qu'à renverser la démocratie. Ianoukovitch avait promis des élections présidentielles anticipées, qui devaient avoir lieu en mai. Il n'y avait donc aucune raison, pour de vrais démocrates, de renverser le pouvoir ; il n'y avait qu'à se présenter devant les électeurs ; le coup d'Etat a eu lieu pour empêcher qu'il y ait des élections démocratiques, avec un vrai débat, qui permette aux électeurs de s'exprimer librement sur leur choix, et de dire quel contrat ils préféreraient, celui proposé par l'Europe, ou celui en vigueur avec la Russie. Il fallait interdire ce débat, et mettre les électeurs sous la pression de la violence du coup d'Etat ; et il fallait surtout écarter les russophones, majoritaires dans le pays, de l'élection.

Porochenko savait évidemment d'avance qu'il avait carte blanche, et que plus ses troupes nationalistes iraient provoquer les russophones et la Russie, plus les Occidentaux seraient contents de lui. Vladimir Poutine, sur le coup, fut complètement sonné. Il passa plusieurs semaines enfermé dans le Kremlin, sans savoir que dire ni que faire. Il n'a rien vu venir, ni ses services non plus. Barack Obama peut se targuer aujourd'hui de dire que son adversaire n'est pas un si grand joueur d'échecs que cela ; évidemment, l'Américain a brillamment remporté cette première manche. La deuxième sera celle de la propagande, et elle est menée tambour battant. Le principe de base est très simple : prendre systématiquement les devants, et accuser en permanence le président russe de vouloir faire ce que font précisément les Américains. Ceux-ci veulent



s'emparer de la Crimée pour y installer une base, et ils accusent Poutine de l'annexer. Ils ont provoqué un coup d'Etat en Ukraine, et accusent la Russie de vouloir s'ingérer dans les affaires d'un pays indépendant. Ils font tous leurs efforts pour que ce pays adhère à l'OTAN, et tous les journaux titrent : Poutine avance ses pions. La mauvaise foi du Pentagone atteint des sommets sans la moindre vergogne ; par exemple, un général américain déclare que la Russie cherche à se rapprocher militairement de l'OTAN. Et quand un journaliste fait remarquer que c'est plutôt l'OTAN qui se rapproche de la Russie, le général répond avec un grand sourire : « ceci c'est la version qui ferait plaisir à M. Poutine ! » Comprenez : tout ce qui ferait plaisir à Poutine doit être considéré comme faux, et tout ce qui ne lui ferait pas plaisir doit être considéré comme vrai. C'est ainsi que les journaux doivent traiter l'actualité. On ne peut donner de plus belle illustration de ce qu'on appelle la propagande de guerre. Les médias occidentaux ont ordre de se déchaîner sans limite contre le nouvel ennemi, et dans la presse allemande en particulier on assiste à un lynchage quotidien du président russe, qui relève véritablement du lavage de cerveau.

Il faut affirmer en permanence que tout ce que rapportent les médias russes n'est absolument que de la propagande, même si leurs propos sont corroborés par les faits. Récemment, Vadim Troyan, un néonazi notoire, est nommé à la tête de la police de Kiev, suscitant par là l'inquiétude légitime de toutes les associations de droits de l'homme. Un journaliste allemand rapporte l'affaire, et explique que c'est effectivement très embêtant ; pourquoi ? Parce que cela va conforter la « propagande » russe qui affirme précisément que le gouvernement Porochenko est noyauté par des néonazis. Le journaliste reconnaît clairement la réalité du fait, lequel prouve de manière très claire que ce que les Russes disent à ce sujet est parfaitement vrai, mais il n'y a rien à faire : les médias russes ne peuvent que mentir, même quand ils dénoncent des faits avérés et reconnus par tout le monde. Par ailleurs, le journaliste en question ne voit aucun autre problème dans la nomination de ce néonazi à un poste pareil. Il paraît qu'il serait « dévoué et compétent » ; mais qu'est-ce que cela veut dire, un néonazi « dévoué et compétent » ? Dévoué à quelle cause ? Et compétent en quelle matière ?

Des journalistes n'hésitent pas à donner jusque dans l'ignoble ; j'en donne un seul exemple : après la signature du premier cessez-le-feu, des habitants du Donbass découvrent des charniers, dans une zone où il n'y a pas eu de combat, et totalement contrôlée par les autorités ukrainiennes ; ils alertent l'association humanitaire *Human Right Watch* ; un médecin légiste est appelé pour constater les faits ; son rapport est sans appel, il s'agit bien de populations civiles qui ont été froidement abattues ; il y a là des hommes, des femmes, des enfants, des personnes âgées. Le parquet de Moscou décide d'ouvrir une enquête pour crime contre l'humanité. Un journaliste du *Spiegel* rapporte l'ensemble des événements, et ne conteste rien des faits ; il reconnaît que le rapport du médecin légiste et de l'association humanitaire est incontestable, qu'il y a bien eu massacre de populations civiles, que les victimes sont clairement sans défense et innocentes, et que tout cela a bien eu lieu dans une zone contrôlée par les autorités ukrainiennes, dans laquelle ne se trouvaient pas d'indépendantistes. Conclusion du

journaliste ? « La Russie sème la haine ». Non, ceux qui massacrent les populations civiles ne sèment pas la haine ; curieusement, l'association humanitaire qui dénonce les massacres ne sème pas non plus la haine ; les seuls qui sèment la haine ne peuvent être que les Russes qui exigent que la justice puisse faire une enquête. On peut se demander à combien se vend l'auteur d'un tel papier ; mais ce qui est certain, c'est qu'il ne vaut pas cher.

Il faut affirmer en permanence que Poutine est un envahisseur, à l'instar d'Hitler, et les indépendantistes des terroristes. Mais comment expliquer alors que les populations civiles qui fuient la guerre se réfugient en Russie, et non dans le reste de l'Ukraine ? Est-ce qu'en 1940 les Français se sauvaient dans l'Allemagne hitlérienne ? La Russie a accueilli dans les 800 000 réfugiés sur son territoire ; pourquoi tous ces gens ne vont-ils pas dans l'Allemagne de Mme Merkel, qui prend si bien leur défense, et qui leur veut tant de bien ? La Russie ne cesse de livrer de l'aide humanitaire à la région du Donbass ; et que font les Occidentaux ? Ils ne s'intéressent qu'aux quelques camions qui sont vides ; peut-être parce que ceux-ci ressemblent à leurs consciences.

Arrêtons-nous un instant sur la tragédie du vol de la Malaysian Airways. Personne ne sait aujourd'hui de manière certaine qui a abattu ce Boeing, à part bien sûr les coupables et leurs complices. Mais la manière dont l'affaire a été traitée relève du diabolique, et tend à elle seule à démontrer que les indépendantistes sont probablement innocents. La volonté affirmée dès le départ de les désigner comme les seuls coupables possibles, l'enquête qui est menée strictement à charge contre eux, l'utilisation planétaire de cette tragédie contre la seule Russie, tout cela démontre au moins la volonté des Américains d'utiliser cet événement dans un but de propagande bien déterminé. La plus petite prudence exige, en matière de justice, que, lorsqu'on ne connaît pas le coupable, on n'accuse pas sans raison. Or ici l'ignorance de l'affaire constitue l'argument fondamental pour accuser avec autant de force que si la preuve était faite. Pourtant, le bon sens commanderait plutôt d'enquêter sérieusement du côté ukrainien ; mais non, on s'y refuse impérativement, posant par principe que le coupable ne peut pas être de ce côté ; ce parti pris en soi est déjà extrêmement louche.

Il n'est pas question pour moi ici de prétendre faire l'enquête, mais il y a tout de même dans cette affaire un certain nombre de points à signaler. La thèse défendue par les autorités ukrainiennes comme par les Américains est que les indépendantistes auraient abattu l'avion par erreur, en manipulant de manière maladroite un système BUK de missiles sol-air, dont on ne sait pas très bien s'ils l'auraient trouvé dans une des casernes de l'armée ukrainienne où ils se sont fournis en matériel, ou bien si le système leur aurait été prêté par la Russie. En soi, cette thèse est assez invraisemblable. On joue ici sur l'ignorance complète du public en matière d'armement. Un militaire improvisé peut éventuellement se servir d'un lance-missile de type Milan ; cet engin est assez simple d'utilisation, et ne demande pas une formation très poussée. Un seul homme peut s'en servir, et tirer au jugé. Ce n'est pas du tout le cas des BUK, qui exigent un équipage de dix militaires professionnels, ayant suivi une formation spécifique de deux mois.

Ensuite, il n'est guère possible avec ce système extrêmement perfectionné de se tromper de cible, et de tirer par erreur sur un Boeing quand on vise un chasseur. Le système en question est composé de quatre véhicules : une station radar, un poste de commande, un poste de tir, et le quatrième sert au transport des missiles. La station radar repère les avions dans le ciel, les identifie de manière extrêmement précise à l'aide de leur signature électronique, et transmet les informations au poste de commandement ; le commandant fait le tri dans les informations et dans les cibles, et transmet l'ordre au poste de tir. Or les informations transmises par la station radar donnent une description complète de chacun des avions repérés, marque, type, nationalité, etc. Si le Boeing a été abattu par un système BUK, l'officier de tir savait parfaitement qu'il tirait sur un Boeing de la compagnie en question, sans la moindre erreur possible. Or les indépendantistes n'avaient pas la moindre raison de s'en prendre à un avion civil. Pour répondre à cette objection, les Américains prétendent que les indépendantistes se seraient servi seulement du poste de tir, sans disposer de la station radar ni du poste de commandement, et qu'ils auraient tiré au jugé. Selon le constructeur, cette manœuvre est rigoureusement impossible. Aucun missile ne peut être mis à feu sans qu'on lui ait d'abord donné les coordonnées exactes de la cible vers laquelle il doit se diriger. La thèse américaine suppose donc deux choses : premièrement, que les indépendantistes soient des génies de l'armement pour arriver à se servir d'un BUK sans son poste de commandement, et deuxièmement qu'ils soient ignorants des choses militaires au point d'être incapables de faire la différence entre un Boeing et un avion de chasse. Ils demandent donc au public de croire pas seulement à une mais à deux aberrations, qui en plus s'excluent l'une l'autre. Personne ne pense à signaler que de son côté l'armée ukrainienne dispose d'un certain nombre de ces systèmes, au complet, avec les équipages professionnels parfaitement formés pour s'en servir. Sans parler bien entendu de l'aviation de chasse.

Or, il y a d'autant plus de raisons de soupçonner des éléments de l'armée ukrainienne, qu'un tel attentat s'inscrit parfaitement dans la ligne du programme du parti néonazi Svoboda qui participe depuis février à la coalition au pouvoir, et à qui on a confié précisément le ministère de la défense. Un des objectifs fondamentaux de ce parti est de parvenir à déclencher un conflit avec la Russie, et d'y entraîner l'Europe et les États-Unis, étant bien entendu que ce petit parti ne prétend pas la vaincre à lui tout seul. Ils pensaient d'abord faire sauter les gazoducs, mais le gouvernement ne les a pas laissés faire ; abattre un avion civil avec des passagers européens, et faire porter le chapeau aux indépendantistes, n'est-ce pas un moyen *ad hoc* dans l'esprit de gens qui veulent parvenir à un tel objectif ?

Point suivant, le matin où le Boeing a été abattu il y avait dans le ciel deux avions américains Awacs qui patrouillaient. Aucun des deux n'aurait rien repéré, ni départ de missile au sol, ni intervention de chasseurs ; cependant, ils fonctionnaient bien tous les deux. Pourquoi donc n'ont-ils rien enregistré ? Pas de réponse. Pourquoi les indépendantistes n'auraient-ils pas tiré plutôt sur ces Awacs qui les espionnaient, s'ils en avaient eu les moyens ? Pas de réponse. Pourquoi ces avions ont-ils continué leurs

patrouilles dans cette zone les jours suivants, s'ils pensaient que cela pouvait être très dangereux pour eux ? Pas de réponse.

On remarquera en passant que, sans être expert, chacun peut voir sur les photos des débris de l'avion que celui-ci a été frappé sur le côté, comme le ferait un avion de chasse qui serait à sa hauteur, et non par en-dessous, comme le ferait un missile tiré depuis le sol.

Le rapport des experts qui ont examiné les débris de l'avion ainsi que le contenu de la boîte noire a été remis aux autorités américaines, qui devaient normalement le publier. Tous les experts qui se sont succédés à la télévision tant que la rédaction de ce rapport était en cours assuraient que l'examen des débris permettrait de déterminer avec exactitude le type de missile qui avait abattu l'avion, et qu'on saurait de manière très claire s'il s'agissait d'un missile tiré par un BUK, ou d'un missile tiré par un avion de chasse. Et puis le rapport a été remis, et, de manière tout à fait inexplicable, les autorités américaines se refusent à le publier ; ils assurent qu'ils le publieront en juillet 2015. Pourquoi pas tout de suite ? Pas de réponse. Le seul élément du rapport qu'ils acceptent de publier est un court paragraphe de cinq lignes qui affirme que l'avion a bien été abattu. On n'avait guère besoin d'experts pour savoir ça. Les Américains ajoutent que le rapport pose beaucoup de questions ; mais est-ce qu'il ne devait pas donner au contraire des réponses ? Parce que, en ce qui concerne les questions, on n'a guère besoin des experts pour les poser. Le département américain ajoute encore que la Russie devra fournir les réponses. Comment peuvent-ils savoir que c'est la Russie qui aurait les réponses, et pas l'armée ukrainienne par exemple ? Mystère. Mais le plus étonnant c'est qu'on demande à la Russie de fournir des réponses à des questions qui restent secrètement enfermées dans le rapport qu'on refuse de publier ! Si on veut que la Russie fournisse des réponses, il faudrait peut-être publier ne serait-ce que les questions.

Il y a maintenant peut-être une explication à toutes ces incohérences : les Américains ont la preuve formelle que les coupables sont dans le camp ukrainien, mais ils ne veulent pas le dire. Cela présente évidemment deux très gros avantages pour eux : premièrement, cela permet de continuer à accuser la Russie sans vergogne ; et deuxièmement, ils tiennent ainsi le président Porochenko à leur merci : s'il change de nouveau de camp et fait la paix dans son pays, ils ont de quoi le faire sauter.

Un certain nombre de signes très clairs montrent d'ailleurs la soumission absolue des nouveaux dirigeants ukrainiens aux ambitions américaines. Ils réclament en particulier à corps et à cris leur adhésion à l'OTAN - alors qu'il est bien évident que ce sont les USA qui cherchent à s'installer en Ukraine - en faisant semblant de se sentir effectivement menacés par une Russie qui n'a pas la moindre intention de les agresser, bien au contraire, puisque son ambition consiste au contraire à les intégrer dans l'union eurasiennne, qui leur fournirait emplois et débouchés pour leurs entreprises. Ils placent des Américains à des postes clés, s'engagent à leur offrir une base en Crimée – mais ce

n'est pas pour demain – bref, ils chercheraient à faire de leur pays une colonie américaine qu'ils ne s'y prendraient pas mieux.

Pour persuader la planète que la Russie représente véritablement un danger, la propagande américaine ne recule devant aucun moyen, même pas les plus ridicules. On fait crier à la malheureuse petite Lituanie qu'elle tremble pour sa sécurité, comme si la Russie, avec ses 17 millions de kilomètres carrés, avait besoin de s'agrandir de ce confetti. La première ministre du pays, ne sachant pas quoi inventer pour montrer sa bonne volonté aux Américains, va jusqu'à proposer son aide militaire à l'Ukraine ! C'est la fable de la souris qui propose son aide militaire à un chat dans le cas où il serait agressé par un ours. Pour les besoins de la propagande, la politique internationale devient un théâtre de Guignol. Mais quand le président de la République Tchèque fait le voyage jusqu'à Londres pour dire clairement au gouvernement anglais que la Russie ne représente absolument aucun danger, il n'y a pas un seul journaliste occidental dans la salle.

En réalité, ce sont les États-Unis qui veulent impérativement s'installer en Ukraine, en Crimée, le plus près possible des frontières russes. Mais comme ils ne veulent pas dire eux-mêmes que c'est là leur objectif, ils se font supplier pour avoir l'air de jouer les protecteurs. De fait, une telle protection est plutôt un danger mortel pour les Ukrainiens : on peut effectivement soupçonner, à voir l'évolution des choses, que l'Amérique chercherait éventuellement à tester les capacités de l'armée russe en grandeur nature, et à l'arme classique. En poussant l'Ukraine auquel elle a l'air de promettre, puis de ne pas promettre, une aide militaire, à chercher un conflit militaire, elle pourrait atteindre un objectif particulièrement pervers : enliser la Russie dans une véritable guerre avec sa petite sœur, contre laquelle évidemment elle serait dans l'impossibilité d'utiliser l'arme nucléaire, ce qui épuiserait ses forces aussi bien humaines que financières, et l'écarterait pour longtemps de la scène internationale. Les Américains se contenteraient de nourrir le conflit en fournissant des armes aux Ukrainiens, sans avoir à se mouiller eux-mêmes. Quant à l'Ukraine, elle servirait de champ de bataille. C'est à peu près la seule utilité qu'elle puisse effectivement retirer de son adhésion éventuelle à l'OTAN. Mais si c'est elle qui le demande, alors les Américains n'y seront pour rien. Voilà donc probablement l'une des méthodes imaginées par le département américain pour mettre un terme à ce qu'ils supposent être une tentative de renaissance de l'URSS : faire en sorte que les Russes se massacrent entre eux. Il faut reconnaître que pour l'instant ça fonctionne assez bien.

## X. Situation actuelle et perspectives

Si nous voulons observer concrètement les résultats de la politique des Américains en Ukraine, il n'y a qu'à observer le travail déjà accompli par le gouvernement qu'ils soutiennent de toute leur force. Ce pays qui ne se portait déjà pas bien sous le gouvernement précédent a été mis bel et bien en faillite en quelques mois par son prétendu sauveur. Le PIB s'est effondré, la monnaie a perdu la moitié de sa valeur, les réserves en devises ont fondu comme neige au soleil, et les réserves d'or se sont mystérieusement volatilisées – une rumeur affirme qu'elles se seraient envolées pour les USA. Et ceci, malgré une aide de 22 milliards \$ de l'Europe, et des crédits de la Russie à hauteur de 33 milliards. Ce gouvernement coûte en moyenne dans les 10 milliards par mois à son pays. Il y avait sans doute de quoi se plaindre du gouvernement précédent et de son niveau de corruption, mais que faut-il dire alors de celui-ci ? Les seules choses qu'il ait fait sérieusement, c'est déclencher la guerre civile, vider les caisses de l'État, réclamer toujours plus d'argent et d'armes à l'Europe et aux USA, et accuser la Russie de tous les malheurs qu'il a provoqués.

Le plus grave de la situation est évidemment la guerre civile qui n'en finit pas, et qui aurait déjà fait dans les 5000 morts - pour l'essentiel des populations civiles du Donbass ; cette catastrophe humanitaire se double d'une catastrophe économique, car la région est de loin la plus riche du pays sur le plan industriel ; elle occupe 20 % du territoire, mais produit 40 % du PIB. Si l'on avait cherché consciemment un moyen de ruiner le pays le plus vite possible, on n'aurait pas procédé autrement.

Ainsi, le cynisme des Occidentaux est véritablement monumentale, car, s'ils ont réussi à détacher l'Ukraine de la Russie, sous couvert de défendre les pro-occidentaux, et en laissant miroiter à la population une éventuelle adhésion à la Communauté Européenne qui les sauverait du désastre, en réalité, il n'en est pas question. Le niveau de développement économique du pays, le degré de corruption de toutes les administrations, la guerre civile, tout cela interdit absolument d'envisager son intégration dans un délai raisonnable. Et les quelques petits traités commerciaux qui pourront être signés avec ce pays ne changeront rien à la donne économique. Après l'avoir donc poussée à rejeter l'alliance avec la Russie, l'Europe la laissera croupir à la porte, dans la misère, pendant bien plus longtemps encore que la Turquie.

Ce cynisme s'est particulièrement illustré lors de la visite de Porochenko aux États-Unis, où il a été accueilli en héros, avec *standing ovation* au Sénat, et force claques dans le dos. Or il était venu chercher une aide financière et les Américains lui ont généreusement offert 30 millions de dollars ; pour une population de 45 millions d'habitants, cela permet à chacun de s'offrir à peu près un paquet de chewing-gum. Maintenant qu'ils sont en faillite, on peut les laisser tomber.

Mais le plus grave, dans la situation actuelle de l'Ukraine, est que les chefs de ces milices néo-nazies auxquelles on distribue aujourd'hui de l'argent et des armes, n'ont

sûrement pas l'intention d'en rester là. Pour l'heure, ils font semblant d'obéir au gouvernement, et encore pas toujours, parce que c'est leur intérêt : leurs rangs grossissent à vue d'œil, leurs troupes s'aguerrissent, leur puissance se développe à un rythme impressionnant. Ils mettent donc leur antisémitisme viscéral en veille, et ne se livrent à des atrocités qu'épisodiquement. Il faut s'attendre cependant à ce qu'ils trouvent très vite l'occasion de prendre le pouvoir, d'autant plus que la crise économique va bientôt mettre le pays dans l'état de l'Allemagne de 1933. Il n'y aurait rien d'étonnant à ce que l'Europe se retrouve bientôt avec un Etat nazi en son sein.

Ainsi, la première partie du plan américain, qui consistait à ruiner totalement l'Ukraine pour casser le redéploiement de la puissance russe, a parfaitement fonctionné. Georges Soros a estimé récemment à 50 milliards par trimestre l'aide nécessaire pour remettre le pays en route, mais personne n'en a plus ni les moyens ni le désir. Cependant, la deuxième partie qui consiste à tenter de briser l'économie de la Russie est loin d'être en si bonne voie.

La politique des « sanctions » mise en place dès la mi-mars est très loin d'avoir eu le succès que racontent les journaux. Dans toute la presse occidentale, on a affirmé tout au long de l'année que les sanctions fonctionnaient, et que cela expliquait la chute du rouble. Or il n'en est rien, et les fluctuations du rouble en réalité ne dépendent pas des sanctions, mais de la politique du gouvernement russe à l'égard des oligarques, et des fuites de capitaux étrangers. Je donne ici le cours du rouble face à l'euro de janvier à septembre 2014.



On constate que la chute du rouble est très forte précisément avant les sanctions, depuis le début de l'année jusqu'à la mi-mars. Cette chute n'a donc rien à voir avec les sanctions dont il n'est pas encore question. En fait, elle est due aux déclarations de Poutine qui affirme vouloir remettre au pas les oligarques, et demander à la justice d'enquêter sur leur fortune et leurs affaires. C'est cette peur de la justice qui provoque une fuite brutale des capitaux vers les places étrangères. Les oligarques préfèrent naturellement mettre leurs fortunes mal acquises à l'abri plutôt que de subir des

sanctions qui pourraient être très sévères. C'est vers le 15 mars que Barak Obama brandit la menace des sanctions occidentales : on constate alors une remontée immédiate et très forte de la monnaie russe jusqu'à la mi-juillet ; le rouble reprend plus de 10 % de sa valeur. La menace des sanctions n'a donc pas fait chuter le rouble, comme le prétendaient tous les journaux occidentaux, bien au contraire. Pourquoi ? Parce que la menace, fort mal pensée, consistait en ceci : geler les avoirs et les comptes en banque des oligarques russes, supposés être tous amis du président Poutine ; immédiatement, en une seule journée, les oligarques vident les comptes qu'ils ont aux États-Unis, et rapatrient l'essentiel de leurs fonds en Russie, provoquant une brusque remontée du rouble. Les banques américaines perdent d'un seul coup 40 milliards de dépôt. Jusqu'en juillet, la peur des sanctions à l'étranger met provisoirement un terme à la fuite des capitaux.

Affolé par l'exemple américain, la City de Londres, qui abrite des sommes autrement plus importantes, dont le montant est évidemment inconnu mais qui ne peut se chiffrer qu'en centaines de milliards de dollars, met en garde le gouvernement anglais contre toute tentative d'adopter de semblables sanctions sur la place de Londres, car une réaction de panique chez les oligarques russes suffirait à faire s'écrouler totalement la bourse en une seule journée. C'est pourquoi l'établissement de la liste des personnalités russes qui pourraient faire l'objet de sanctions financières est si difficile et longue à mettre en place : à aucun prix, il ne faudrait qu'une de ces personnes ait un compte en banque à Londres. Ainsi, les sanctions ne concerneront que des personnalités qui ont gardé leur argent en Russie, ou l'ont placé dans d'autres paradis fiscaux comme Chypre ; lorsque les nouvelles listes sortent, les oligarques sont parfaitement rassurés, David Cameron s'y emploie d'ailleurs ardemment, et l'expatriation des bénéfices vers l'Angleterre peut reprendre ; le rouble reperd donc du terrain. Là-dessus, mi-septembre, Vladimir Poutine, pensant que les oligarques auront davantage peur de l'étranger que de la Russie, croit pouvoir reprendre sa politique de remise au pas des milliardaires aux activités financières douteuses. C'est ainsi que la justice assigne à résidence Vladimir Evtouchenkov, pour blanchiment d'argent. C'est de nouveau la panique, les capitaux quittent le pays à toute vitesse, et le rouble rechute fortement, jusqu'en décembre. Survient alors la chute brutale du cours du pétrole, qui, cette fois-ci, menace sérieusement l'économie russe ; le rouble qui était déjà sur la mauvaise pente s'effondre brutalement, et tombe à peu près à un centime d'euro. Les interventions de la banque centrale n'y font rien. Vladimir Poutine invite alors les oligarques russes à rapatrier leurs fonds en leur promettant une amnistie totale, et que plus jamais la justice ne leur demandera d'avoir à répondre de l'origine de leur fortune - et Evtouchenkov est libéré sans être inquiété ; cet engagement réalise ce que les interventions de la banque centrale n'avaient pas permis : le rouble remonte aussitôt de manière très rapide. En réalité donc, les sanctions n'ont pratiquement pas d'effet sur la monnaie russe, dont les variations s'expliquent essentiellement par deux causes : le degré de confiance des oligarques, et le cours du pétrole.



Il en va de même des autres sanctions économiques, qui pénalisent autant sinon plus les entreprises européennes ; le premier ministre Medvedev a chiffré à environ une trentaine de milliards de dollars le manque à gagner pour la Russie à cause de ces sanctions, ce qui est relativement peu pour un pays dont la balance commerciale est excédentaire de plus de 120 milliards. Quant aux pertes pour l'Europe, elles sont probablement plus importantes : par exemples, les exportations de voitures ou de machines-outils allemandes se sont effondrées ; les touristes russes, qui dépensaient annuellement dans les 30 milliards de dollars à l'étranger, essentiellement en Europe ou aux États-Unis, ont drastiquement réduit ce budget ; les groupes énergétiques occidentaux voient aujourd'hui leurs perspectives de croissance s'effondrer. Un autre exemple frappant : l'annulation du chantier du gazoduc dans le sud de l'Europe qui laisse de lourdes pertes aux actionnaires. La malheureuse Bulgarie y a perdu des dizaines de milliers d'emplois. Les sanctions économiques prises contre la Russie ont systématiquement de terribles effets boomerang, elles reviennent en fait dans la figure de l'expéditeur. Il faut d'ailleurs préciser que l'Europe assume l'essentiel des frais de cette politique, à laquelle la pousse les Américains, qui eux n'y perdent presque rien. On comprend leur attachement à cette stratégie. Car c'est un point fondamental de la politique américaine aujourd'hui que de pouvoir continuer la politique des sanctions le plus longtemps possible, leur but fondamental étant de casser la croissance économique de la Russie, de manière à briser ses capacités de réarmement.

Or, d'un autre côté, la Russie trouve sans difficulté des partenaires de rechange : la Chine en particulier, mais aussi l'Inde, le Brésil, ou la Turquie, qui vient de récupérer le projet de gazoduc sous la mer Noire abandonné par les Européens. Russes et chinois ont conclu très rapidement deux énormes contrats, d'abord la construction d'un gazoduc entre la Sibérie et la Chine, pour un montant global de 400 milliards, ensuite un projet de TGV entre Moscou et Pékin, pour un montant de 180 milliards ; le chiffre d'affaires cumulé de ces deux seuls contrats suffit à contrebalancer l'effet négatif des sanctions pour 20 ans. Dans l'immédiat, la Russie a largement de quoi faire face aux difficultés que les sanctions peuvent créer actuellement, en attendant que la mise en route des nouveaux contrats vienne en contrebalancer l'effet, et il ne faut pas s'attendre à ce qu'elle s'effondre comme à la fin des années 90 ; ses réserves en devises oscillent entre 400 et 450 milliards, et la dette publique est extrêmement faible, 9 % du PIB, soit 10 fois moins que la France.

Les États-Unis tentent de faire le forcing pour isoler la Russie le plus possible, et essayent de persuader les autres pays de ne plus signer de contrat avec elle ; mais cela ne marche qu'avec leurs partenaires occidentaux, et encore pas tous : la Turquie ne s'est pas laissé impressionner par les avertissements européens. Quant à la Chine, elle comprend bien que si les Américains parvenaient à briser la Russie économiquement, elle serait la suivante sur la liste, pour des raisons relativement proches ; à l'heure actuelle, les Américains méprisent la technologie militaire chinoise, mais celle-ci fait de rapides progrès, et dans quelques années le même problème se posera aux Américains avec les Chinois. De la même façon, la manière dont les Américains traitent aujourd'hui

le Venezuela et l'Argentine renforce la détermination du Brésil à se rapprocher politiquement de la Russie. Toutes les puissances émergentes comprennent clairement que la volonté de puissance américaine constitue aujourd'hui la menace la plus importante pour eux. Les États-Unis ne resteront la seule superpuissance du monde qu'à la condition de briser tous les concurrents potentiels. Leur stratégie à l'égard de la Russie, loin d'isoler celle-ci, est au contraire en train de créer des solidarités extrêmement fortes entre les puissances émergentes, comme l'ont démontré les dernières réunions des BRICS, ou le sommet Asie-Pacifique au cours duquel le président chinois a clairement humilié Barack Obama.

L'opinion publique européenne est aujourd'hui largement aveuglée par toute une propagande qui laisse croire que les gouvernements occidentaux ne défendraient pas de bas intérêts mais le droit, qu'ils ne chercheraient que le bien de l'Ukraine qu'ils détruisent en réalité à grande vitesse, et que l'agresseur serait la Russie, alors que c'est elle qu'on cherche à démolir, en détruisant ses alliés. On joue en fait sur des mythes : celui de l'Amérique libératrice, et celui de la Russie dictatoriale ; on fait comme si l'action politique de l'Amérique ne consistait jamais qu'à s'en prendre à tous les avatars d'Hitler qui pourraient surgir ici ou là, et on compare Poutine au dictateur allemand ou à Saddam Hussein. Il est facile de fabriquer des analogies pour empêcher la population d'examiner la réalité de chaque cas particulier. Or l'Amérique d'aujourd'hui n'a plus grand-chose à voir avec celle de 1944, pas plus que la Russie d'ailleurs. Les États-Unis sont aujourd'hui une grande puissance, mais riche, égoïste, orgueilleuse, dominatrice, et qui considère comme un danger pour sa sécurité toute puissance qui serait susceptible de lui tenir tête. Son ambition ne consiste plus à vouloir répandre la démocratie avec la prospérité dans l'ensemble du monde, malgré ce qu'elle affirme sans cesse. Il n'y a qu'à voir ce qu'est devenu l'Irak aujourd'hui, tant du point de vue économique, que politique, que du respect des droits de l'homme, pour comprendre ce qu'est la réalité de la politique américaine, malgré tous les beaux discours avec lesquels le gouvernement US cherche à la vendre ; si les Ukrainiens veulent savoir ce qui les attend, ils n'ont qu'à regarder dans quel état se trouve maintenant l'Irak, et la satisfaction des États-Unis devant ce beau résultat. Quant aux Russes, ils savent qu'ils n'ont plus qu'une chose à faire : attendre que les Ukrainiens comprennent par eux-mêmes ce qui leur arrive, qu'ils renversent ce gouvernement, et reviennent à leur ancienne alliance.

Un des effets les plus négatifs de cette politique est l'image désastreuse qu'elle donne des démocraties. Qu'est-ce donc qu'une démocratie qui ne respecte pas le droit écrit, le droit constitutionnel des autres Etats ? Qui organise des coups d'Etat chez ses voisins, et soutient des groupes néonazis ? Qu'on ne s'y trompe pas : la très forte remontée de la popularité de Vladimir Poutine en Russie n'est pas simplement due à son attitude devant cette crise, elle est également le résultat de l'énorme déception des Russes à l'égard de l'Europe et de la démocratie occidentale. La dernière élection de Vladimir Poutine avait fortement contrarié les Russes, qui y ont vu une forme de confiscation du pouvoir par un parti unique ; or la masse du peuple aspirait à une évolution plus démocratique du régime, sur le modèle des pays européens dont elle souhaitait se rapprocher le plus

possible. L'action dévastatrice de l'Europe en Ukraine a brutalement changé les mentalités, d'une part en démontrant que les démocraties pouvaient aussi agir totalement à l'encontre des principes élémentaires du droit, et d'autre part qu'elles pouvaient être effectivement dangereuses pour leurs voisins. Le bel idéal qu'elle représentait se lézarde de partout. Le spectre de l'Europe colonialiste, arrogante, ennemie des autres peuples dont elle niait la culture, ressurgit partout dans le monde. À cela s'ajoute évidemment que le fait d'avoir en Russie un parti unique et fort, avec un président ayant de très larges pouvoirs, s'est révélé fort utile dans un pareil moment de crise pour défendre les intérêts vitaux du pays. Dès lors que leur pays se trouve effectivement agressé par les démocraties occidentales, la défense de leurs intérêts stratégiques prend aux yeux des Russes une importance prioritaire sur la démocratisation du régime.

Dans cette perspective, l'alliance de la Russie avec la Chine, qui est également assez loin d'être une vraie démocratie, n'avait pas la faveur de la population jusqu'à cette année. Pour de multiples raisons aussi bien historiques, que culturelles, que politiques, la population russe souhaitait le plus possible se rapprocher de l'Union Européenne, et se méfiait plutôt de la Chine. La crise ukrainienne vient de changer brutalement la donne : l'alliance avec cette dernière, assez éloignée sur le plan culturel et qui ne reflète pas les aspirations politiques des Russes devient tout à coup préférable ; on privilégie évidemment toujours un partenariat avec un pays très différent mais qui vous respecte, qu'avec des pays frères qui cherchent à vous démolir. Cette crise ukrainienne est donc particulièrement catastrophique, car elle crée des solidarités non seulement contre l'Occident, mais surtout contre les démocraties en tant que telles. En soutenant le régime de Kiev, les Occidentaux déshonorent la démocratie. De ce point de vue, contraindre la Russie à fuir l'Europe pour se marier avec la Chine relève tout simplement de la tentative de suicide de la part des Européens. Le vieux continent mène aujourd'hui une politique désastreuse pour lui, où il n'a rien à gagner et tout à perdre, ses valeurs, ses idéaux, sans parler de sa prospérité économique et de ses capacités de développement ; il risque même de se laisser entraîner dans un conflit militaire dont l'issue ne peut être rien d'autre qu'une catastrophe absolue ; notre avenir ne consiste sûrement pas à servir de champ de bataille pour un conflit qui n'est pas le nôtre.

Les États-Unis sont parvenus aujourd'hui à un stade où ils sont effectivement capables de faire la police sur la planète, et ils se posent en unique protecteur du droit et des nations, pour leur plus grande prospérité. Or il n'y a rien de plus dangereux pour l'ensemble des nations que le fait qu'une seule d'entre elles dispose d'un tel pouvoir. L'ensemble des chefs d'Etats européens semblent approuver cette situation et vouloir la faire durer longtemps. Or, comme l'écrivait Tocqueville, « personne ne semble soupçonner que sous le protecteur pourrait se cacher le maître ». Il n'y a qu'à voir la manière dont les Américains sont intervenus dans l'affaire des Mistrals, ou la manière dont ils se comportent avec le téléphone de la chancellerie allemande, pour comprendre à quel point cette protection pourrait se transformer très vite en une terrible dictature. En réalité, seul un équilibre des pouvoirs entre des puissances différentes peut assurer

la paix du monde et la liberté des nations. Les pays européens semblent avoir abdiqué aujourd'hui toute velléité d'indépendance. Ils se considèrent, sous la conduite de l'Allemagne, comme les vaincus de la deuxième guerre mondiale, ils renoncent définitivement à retrouver un tant soit peu de puissance, ils se laissent nonchalamment aller à la soumission, qui les conduira à la ruine. La propagande officielle présente cette attitude comme du bon sens, et semble croire que tout le monde devrait en faire autant. La presse occidentale prétend se moquer de Vladimir Poutine parce que celui-ci aurait la folie de vouloir rétablir la grandeur de son pays. Mais qu'est-ce que c'est qu'un chef d'État qui n'a pas d'ambition pour son pays ? De qui se moque-t-on ici ? De Poutine qui veut que son pays soit fort et indépendant, ou des chefs d'État occidentaux qui travaillent à maintenir la faiblesse et la dépendance des leurs ? Car le sous-entendu de cette critique est très clair : aucun État au monde ne doit plus se permettre de prétendre être un jour capable de tenir tête aux USA. Les Européens de l'ouest ont renoncé à toute indépendance, mais les Russes n'ont renoncé à rien de ce qui fait la force d'une nation. Par leur héritage culturel, ils sont les fils d'Athènes et de Constantinople ; de plus l'histoire, par les multiples invasions auxquelles ils ont dû faire face, par l'épreuve du communisme qui leur a épargné de sombrer dans les mentalités consuméristes de l'Occident, a fait d'eux aussi de véritables Spartiates. Ils sont désormais les derniers vrais Européens.

## Sommaire

Introduction.....	2
I. L'origine du peuple russe .....	6
II. La fondation de la Russie .....	9
III. L'invasion par la horde d'or .....	11
IV. L'occupation polo-lituanienne.....	14
V. Naissance et développement du nationalisme ukrainien .....	18
VI. Bandera et la collaboration avec les nazis .....	27
VII. Le retour à l'URSS - Khrouchtchev et le don de la Crimée.....	32
VIII. L'indépendance de l'Ukraine et le règne des oligarques.....	37
IX. L'interventionnisme de l'Europe et des États-Unis.....	51
X. Situation actuelle et perspectives.....	62